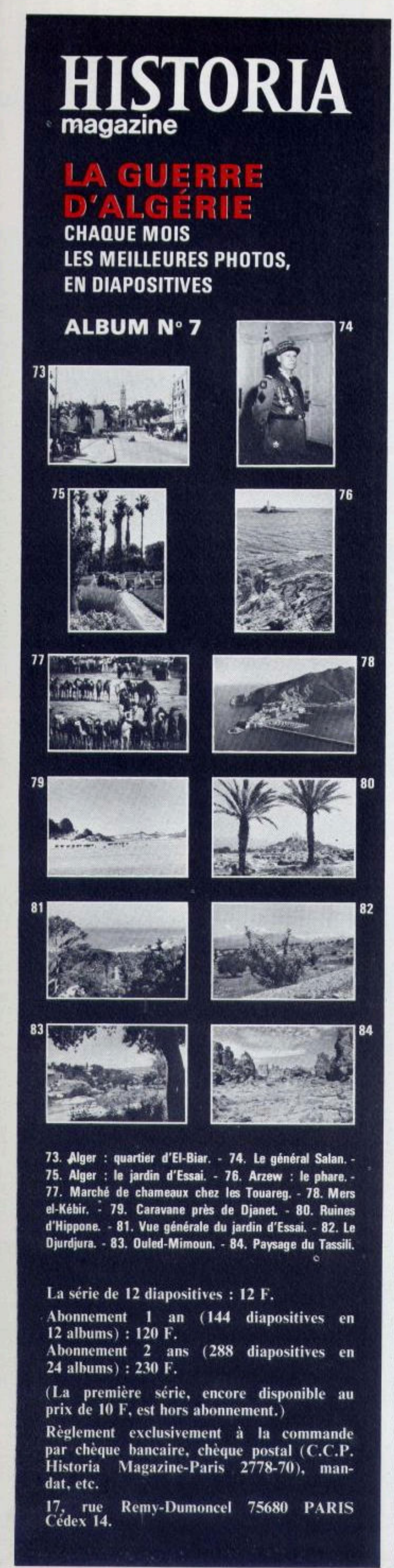
HISTORIA magazine

Hebdomadaire paraissant le lundi - N° 301 - France 3 F
Belgique 26 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LA SEMAINE DES BARRICADES EN ALGÉRIE



Couverture : Photo Camus/Paris-Match



L'ÉPREUVE DE FORCE ÉTAIT-ELLE NÉCESSAIRE?

Jean FONTUGNE

DÈS l'aube du 25 janvier 1960, les chefs des insurgés ont de nombreux éléments pour analyser la situation insurrectionnelle qu'ils ont créée à Alger. Ils n'ont pas été entendus, si ce n'est à Oran. Certes, les Européens, sur l'ensemble du territoire, ont tenté de renouveler les manifestations de fraternisation qui avaient accompagné la révolution du 13 Mai. La lecture des comptes rendus quotidiens militaires prouve leur insuccès auprès des musulmans, qui restent fidèles au général de Gaulle et même lui envoient fréquemment, au cours de la « semaine des barricades », des télégrammes l'assurant de leur soutien.

Comment expliquer l'échec de « ces hommes qui voulaient mourir pour rester français »?

Il y a eu tout d'abord la réaction du général de Gaulle. Son allocution radiotélévisée dans la nuit du 24 au 25 a décidé, en métropole, la plupart des partis et tous les syndicats à lui apporter leur appui. Des comités de soutien à la politique du président de la République s'organisent dans toute la France; l'agitation sociale qui menaçait l'autorité du chef de l'État à la veille de la fusillade est suspendue volontairement par les dirigeants ouvriers et paysans. Mieux, le vaste mouvement d'opinion qui lui est favorable permettra aux parlementaires U.N.R. de proposer un « manifeste en faveur de la politique d'autodétermination ». Ce manifeste recueillera une large adhésion parmi de nombreux élus métropolitains appartenant à toutes les formations politiques.

Il y a eu l'armée, qui, certes, à Alger, a souvent sympathisé avec les insurgés, mais ne s'est pas engagée à leurs côtés.

C'est donc avec plus d'assurance que jamais que le général de Gaulle, dans son intervention du 29 janvier, proposera de nouveau l'autodétermination comme la seule solution au problème algérien. Il n'y a plus désormais une Algérie à jamais française pour la majorité des Français de métropole. L'épreuve de force décidée à Alger et destinée à obliger le président de la République à changer sa politique a échoué.

La « semaine des barricades » se terminera le 1er février, à Alger, par la fuite, l'arrestation ou la reddition des organisateurs de l'insurrection, à Paris, par quelques échauffourées et une grève symbolique des syndicats...

Le gouvernement prépare maintenant les sanctions.

J. F.

Sommaire n° 77 - Historia magazine n° 301

DELOUVRIER ET LES INSURGÉS FACE A FACE



Joseph Ortiz. Il fut l'instigateur de la manifestation du 24 janvier. Au soir de la fusillade, il se retrouve bouclé dans un réduit avec ses « troupes ».

Autour du « P.C. Ortiz », des barricades ont été dressées, formant un camp retranché. A mesure que passent les heures, des problèmes se posent : cantonnement, nourriture, etc.

24 JANVIER, 20 heures. « L'émeute ne triomphera pas contre l'armée française. Je fais converger des régiments de l'intérieur sur Alger. L'ordre sera maintenu. Avec l'accord du délégué général du gouvernement, je considère la ville comme en état de siège. »

Ce communiqué, c'est le premier geste du général Challe. Au soir de la fusillade du Forum dont le bilan l'a bouleversé. Entourés de leurs troupes, Ortiz et Lagaillarde s'apprêtent à soutenir un siège en règle derrière leurs barricades. Le commandant en chef, lui, annonce que « tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit ». L'épreuve de force paraît inévitable.

« Alors que l'armée et ses chefs ont, pendant toute la journée du 24, tout fait pour maintenir l'ordre sans molester les manifestants, à la tombée de la nuit, les émeutiers, qui avaient patiemment attendu pour perpétrer leur mauvais coup, ont attaqué et tiré sur les forces de l'ordre », a expliqué Challe sur les ondes de Radio-Alger, dans une déclaration ▶

au soir de la fusillade, le général Challe, à 19 h 53, décrète l'état de siège

empreinte de fermeté. Mais sera-t-il entendu par une population européenne tout entière, ou presque, gagnée aux émeutiers ?

Au quartier Rignot, Delouvrier reçoit une délégation des députés d'Alger conduite par Lauriol et Marçais :

— Les gendarmes sont responsables du massacre. Ils ont tiré sur la foule ! C'est une ignominie !

— Les gendarmes n'ont fait que se défendre, répondent vertement Delouvrier et Philippe Thibaud. Ou bien expliquez-nous pourquoi l'on déplore 14 morts et 123 blessés dans les rangs du service d'ordre et seulement 6 morts et 24 blessés parmi les manifestants.

La question laisse sans réponse les deux députés. Delouvrier leur demande alors d'user de leur influence auprès de la population pour que l'état de siège ordonné par Challe soit respecté. Mais à quoi bon ?


Les insurgés ▶ prennent un peu de repos. La nuit est douce pour un mois de janvier... Des veilleurs, toutefois, sont à leur poste et des patrouilles circulent. Il est clair, désormais, que pour les insurgés, il s'agit avant tout de rester sur leurs positions.

Ménager/Paris-Match


◀ De l'autre côté des barricades, les paras, eux aussi, se reposent. Avec les insurgés, leur attitude est amicale et on les verra souvent deviser autour d'une marmite de café fumant. Quant à la population, elle acclame d'un même cœur paras et émeutiers.

Ménager/Paris-Match

Dans une fureur noire

Dans la situation du moment, aucun argument ne pourrait empêcher les insurgés, la foule et les paras de la 10e D.P. de fraterniser autour des barricades. Même pas l'ordre d'ouvrir le feu. Il ne serait pas exécuté. Challe vient d'en être informé par le général Gracieux : les hommes de Broizat, de Dufour, de Bonnigal ne marcheront pas. Ils refuseront de se lancer à l'assaut du réduit d'Ortiz et de Lagaillarde.

Challe ne se fait pas d'illusions et il le dit au délégué général : « Pour enlever les barricades il me faudrait beaucoup plus d'hommes que je n'en dispose. Et surtout pas ceux de la 10e D.P. Jamais les paras n'accepteront de tirer sur les gens du réduit. Leur en donner l'ordre, ce serait aller au-devant de la catastrophe, ce serait provoquer la révolte généralisée de l'armée... »

Le colonel Dufour rapporte à Delouvrier les conditions que pose Jo Ortiz pour que cesse l'insurrection. Il exige que soit créé immédiatement un gouvernement de sauvegarde nationale duquel seront exclues « toutes les ordures qui détiennent actuellement le pouvoir ».

Côté Lagaillarde, c'est le général Gracieux qui assure le contact. Le député d'Alger lui a dit qu'il s'efforçait de dissuader les paras, dont beaucoup étaient prêts à déserter pour venir le rejoindre dans son bastion : « Si Challe donne l'ordre de nous attaquer, ils viendront grossir nos rangs par compagnies entières. Ils m'en ont donné l'assurance. »

Lundi.

Challe et Delouvrier, qui n'ont pas dormi, apprennent que les ordres de


Cuisine en plein ▶ air pour ces U.T. Le ravitaillement des insurgés est rapidement résolu. Le premier jour, six mille sandwiches sont distribués au « P.C. Ortiz » et deux grandes brasseries offrent de ravitailler gratuitement le camp retranché en bière et en soda.

Dovnes

grève générale sont maintenus et suivis. On leur fait aussi une relation de ce qui se passe aux barricades où la population est toujours aussi nombreuse à venir apporter son soutien aux émeutiers.

Thibaud, le responsable de l'information, reçoit la visite du colonel Gardes. Le chef du bureau psychologique est dans une fureur noire. Il reproche en termes violents au fonctionnaire d'utiliser la chaîne locale de Radio-France V pour retransmettre les messages de De Gaulle, les textes de Delouvrier et de Challe et non pas ceux des insurgés. Plus passionné que jamais, le colonel menace purement et simplement, « si ça continue », de faire attaquer l'immeuble de la radio par la foule...

Delouvrier, prévenu, fait renforcer le détachement de gendarmes qui protège l'immeuble de « France V » et il donne l'ordre d'interdire à l'antenne tout ce qui pourrait parvenir du 5e bureau dont Gardes est l'animateur. Ce qui n'empêchera pas l'émission « la Voix du bled », contrôlée par le colonel, de continuer à émettre sur les ondes, jusqu'à la reddition d'Ortiz et de Lagaillarde, des textes propres à faire croire à la population que l'armée est avec les insurgés :

La barricade Hernandez, ainsi nommée en souvenir de ▶ Roger Hernandez, un U.T. tué le 24 janvier. On voit à gauche un drapeau français sur lequel se dessine une tache sombre : il a été trempé dans une flaque de sang.

Alger : la ville est isolée

« La barricade ne sépare pas, elle unit. Elle est le trait d'union entre civils, territoriaux et militaires... »

Challe et Delouvrier ne peuvent donc compter que sur eux-mêmes. Ni « les colonels », ni la troupe, ni la population ne les aideront. Au contraire. A peine ont-ils pris conscience de cette situation et de leur isolement que le téléphone appelle de Paris. A Delouvrier, puis à Challe, de Gaulle déclare :

— Vous devez régler cette histoire rapidement. N'oubliez pas que vous représentez l'Etat, c'est-à-dire l'ordre en Algérie. Tout doit être terminé demain matin. Essayez de la persuasion. Si cela ne suffit pas, employez la force.

— La force, lui répond le commandant en chef, ce serait, dans les circonstances actuelles, faire d'Alger un nouveau Budapest. Je veux espérer que nous y arriverons autrement.

— Je vous fais confiance. Mais faites vite..., répond le général, qui comprend que les deux hommes ne peuvent aller plus loin pour le moment et n'insiste pas davantage.

LA DEPECHE QUOTIDIENNE d'Algérie ayant été saisie hier, nous nous excusons auprès de ceux de nos lecteurs qui n'auraient pas reçu le service habituel de notre journal

La Dépêche
Quotidienne d'Algérie

ATMOSPHERE D'ATTENTE VIGILANTE A ALGER
OU M. MICHEL DEBRÉ EST ATTENDU AUJOURD'HUI
Les territoriaux et manifestants toujours enfermés dans le quartier des Facultés
AUCUN INCIDENT GRACE A LEUR SANG-FROID ET A CELUI DE L'ARMÉE
Grève générale totale à ALGER et dans beaucoup

Dans *la Dépêche quotidienne d'Algérie*, en première page, une photo du « camp retranché des facultés ».

En application de la loi sur les pouvoirs spéciaux, le Délégué général du gouvernement en Algérie a décidé d'appliquer la censure sur les moyens d'information, à partir du 24 janvier au soir.

Le Journal d'Alger

LE MOUVEMENT D'ALGER REJETTE LES TERMES DU DISCOURS DE DEBRÉ
parce que le Premier ministre avait affirmé à nouveau le principe de l'autodétermination
MAIS IL AVAIT AJOUTÉ : « Tous ceux qui sur cette terre française sont Français le

DIGNITÉ GRAVITÉ aux obsèques des victimes civiles de la fusillade de dimanche
Plusieurs milliers d'Algérois ont assisté hier aux cérémonies dans différents quartiers de la ville

Mercredi, troisième jour des barricades : des nouvelles... mais, depuis le 24 au soir, la censure est appliquée.

Le ravin de la Femme-Sauvage

Après cette conversation pathétique au téléphone, de Gaulle enregistre une allocution (« L'émeute qui vient d'être déclenchée à Alger est un mauvais coup porté à la France... »), allocution dans laquelle il renouvelle sa confiance au délégué général et au commandant en chef. Ceux-ci ont pris la décision de confier au général Gracieux le commandement d'Alger-Sahel.

Delouvrier et Challe apprennent que Michel Debré va, de son propre chef, gagner Alger en compagnie de Guillaumat. Inquiétude des deux représentants du gouvernement, qui redoutent, non sans raison, que le premier ministre ne soit enlevé par des excités.

Pour les accueillir à Maison-Blanche, Debré et Guillaumat ne trouvent que Jean-Michel Maffart, le chef de cabinet de Delouvrier. Les deux représentants du gouvernement à Alger, prisonniers en quelque sorte de l'insurrection, ne peuvent guère, en effet, quitter le quartier Rignot sans prendre de gros risques. Et c'est par un itinéraire compliqué, évitant le centre de la ville et passant par le ravin de la Femme-Sauvage, que le premier ministre rejoint Delouvrier et Challe.

Au quartier Rignot règne une tension extraordinaire. Delouvrier est inquiet pour le sort du premier ministre dont il désapprouve ouvertement le voyage. « Je ne puis répondre de votre sécurité car je n'ai pas les moyens de vous protéger », lui dit-il. Challe, lui, redoute que la rencontre entre le premier ministre, volontiers fougueux, et certains militaires, qu'habite la passion, ne tourne au tragique. Mais Michel Debré fait preuve de toute la pondération dont il est capable. S'informer est sa seule intention. Le commandant en chef lui dit qu'il ne disposera pas avant mercredi de troupes suffisantes pour s'attaquer au réduit d'Ortiz et de Lagaillarde. Des unités venues du bled sont en route pour Alger.



— Si je comprends bien, répond Michel Debré, vous ne pouvez compter sur les parachutistes actuellement à Alger ?

Le premier ministre a parfaitement saisi la situation. Il compte fort, pour redresser, renverser le courant, sur le discours, destiné à la population, que de Gaulle, annonce-t-il, prononcera vendredi soir.

Challe et Delouvrier pourront-ils tenir jusque-là sans que les choses empirent ? Ils font part de leur doute à ce sujet au premier ministre. Ils lui demandent d'user de son influence auprès du chef de l'Etat pour que les propos qu'il compte tenir rassurent la population, lui enlèvent ses craintes, la persuadent que la France n'abandonnera pas l'Algérie.

Debré promet de faire ce qu'il pourra ▶

mercredi : Delouvrier demande au président de la République l'autorisatio

Camus/Paris-Match

Puis il demande à s'entretenir avec les fameux « colonels ». Delouvrier le lui déconseille, mais le premier ministre s'obstine. Et il entend de la bouche d'Argoud ce qu'il redoutait d'entendre :

« ... L'autodétermination doit être effacée, oubliée. Que de Gaulle laisse faire Challe. Si le général ne veut pas céder, les colonels se chargeront de l'y contraindre. »

Michel Debré ne peut en entendre davantage. Il est accablé lorsque se termine cet entretien, qu'il a interrompu.

« Vous avez là un soviet de colonels », lance-t-il à Delouvrier.

Le premier ministre, la mine sombre, prend congé du délégué général et du commandant en chef. Il s'efforce d'être rassurant : « Rien n'est perdu. L'armée fera son devoir. Il faut faire confiance au général. » Puis, toujours flanqué de Guillaumat, qui a pris des notes pendant toute la nuit, il regagne Maison-Blanche.

MARDI.

Debré reparti, Challe et Delouvrier se retrouvent face aux mêmes difficultés. Pour ces deux hommes tendus, sur les nerfs, l'épreuve physique s'ajoute à l'épreuve morale. Delouvrier, qui relève d'une récente opération, ne se déplace qu'appuyé sur des béquilles. Challe, qui souffre d'une cruelle crise de rhumatismes, ne quitte guère le lit à roulettes sur lequel il travaille et d'où il donne ses ordres... Deux handicapés pour faire face à une situation dont tout donne à craindre qu'elle ne s'aggrave encore !...

N'ayant plus les mains libres, Delouvrier envisage de se proclamer « prisonnier de fait ». Et puis il y renonce car il craint que le commandant en chef, influencé par les colonels, ne bascule dans l'autre camp. Non parce que le comportement de Challe lui donne des inquiétudes. Au contraire. Ce dernier n'entreprend rien, ne se risque à aucune déclaration sans s'être auparavant concerté avec le délégué général. Mais dans les circonstances présentes, la lassitude aidant, ne peut-on redouter que les Argoud, les Broizat, qui font savamment

Michel Debré. Le 25 ▶ janvier, le premier ministre, accompagné de Guillaumat et de Morice, est arrivé à Alger. Il adjurera les officiers de conserver leur calme.



de quitter la ville révoltée

◄ Devant le « P.C. Ortiz », une foule dense, amicale. La ville entière, paralysée par la grève, est venue montrer sa solidarité à ceux qui sont prêts à « mourir pour l'Algérie française ». Au P.C., cependant, on complote...

le siège du commandant en chef, ne finissent par l'emporter et n'amènent celui-ci à s'éloigner du délégué général ?

D'autant qu'Argoud, cette fois, « annonce la couleur ». Dans un tête-à-tête avec Delouvrier, il lui dit sans ambages : « Tout va se jouer après le discours du général de Gaulle vendredi. Si ses déclarations sont conformes à ce que nous attendons, les barricades tomberont. S'il s'obstine, nous vous demanderons de prendre la tête de l'insurrection. Le pouvoir ne nous intéresse pas. Seul compte pour nous que l'Algérie demeure française. C'est pourquoi nous espérons que vous viendrez avec nous. » Et Argoud y est allé de la menace : « Autrement, nous serons dans l'obligation de vous neutraliser... »

Un cri du cœur

Le délégué général a fermement répondu qu'il ne fallait pas compter sur un changement d'attitude de De Gaulle à l'égard des insurgés. Ce serait mal le connaître. Quant à la conduite qu'il adoptera, lui, Delouvrier, ce ne sont sûrement pas les colonels qui la lui dicteront.

MERCREDI.

Il n'empêche que Challe et Delouvrier demeurent impuissants : « Peut-être qu'en changeant de climat, en fuyant l'atmosphère empoisonnée d'Alger, raisonne ce dernier, nous y verrions plus clair, nous échapperions à l'intoxication des colonels et de leurs amis. »

Par téléphone, Paul Delouvrier s'ouvre de cette intention auprès du président de la République. Il lui demande l'autorisation d'aller s'installer hors de la Ville blanche, devenue un chaudron de sorcière où risquent de chavirer les esprits les plus solides. Il obtient le feu vert. Challe, lui, est d'abord réticent. Il craint que ce repli ne soit assimilé à une désertion. Puis à la réflexion, il trouve excellente l'idée du délégué général.

Dans la nuit, Paul Delouvrier prend une décision importante. Avant de partir il va s'adresser aux Français. A ceux d'Alger insurgé, mais aussi à ceux de la métropole et à l'armée. Il le fera non pas en rédigeant un de ces textes banals et secs sortis des services officiels, mais avec un langage humain. En homme sensible que bouleversent les événements, il cherche, penché sous la lampe, les mots qui toucheront ceux qu'il veut convaincre.

Et c'est le fameux discours qui lui sera tant reproché par certains et qui apparaît aujourd'hui, avec le recul, comme un admirable cri du cœur :

« Le chef de l'Etat m'a dit, lorsqu'il m'a nommé à mon poste en Algérie — vous vous en souvenez tous — : « Vous êtes la France en Algérie. » Aujourd'hui cette noble phrase trace ma ligne de conduite. La France ne démissionne pas, je ne démissionnerai pas », déclare en préambule le délégué général. Après quoi, avec des mots simples, il s'adresse aux Français de la métropole : « Il faut comprendre, leur dit-il, que chacun qui vit en ces instants sur la terre d'Algérie a un drame de conscience. Hier j'ai posé brutalement la question : « De Gaulle ou le sang versé ? » à plusieurs officiers d'Alger. J'ai vu, sur le visage de ces loyaux soldats de la République, la crispation de l'indécision. J'ai vu dans leurs yeux la lueur de la crise de conscience et les larmes chez plusieurs de ces paras vaillants baroudeurs. »

Aux musulmans il demande d'acclamer le chef de l'Etat dans les rues de leurs villes et de leurs villages : « En criant de Gaulle, vous devenez majeurs, avec vos vies, celles de vos femmes, celles de vos enfants, vous sauvez l'Algérie, et le F.L.N. devra plier, disparaître, sans ►

Tandis qu'à Alger la situation demeure inchangée

Dernière Heure

L'inquiétude croît d'heure en heure à Paris à l'échelon élyséen et gouvernemental du pouvoir

De nombreux musulmans manifestent leur solidarité

Dernières nouvelles d'Alger. Michel Debré est revenu à Paris convaincu qu'une « junte de colonels » est à craindre.



Ortiz s'adresse à la foule. A son P.C., on envisage encore avec sérénité l'avenir proche où « de Gaulle sera enfin viré ».



Pierre Lagaillarde, revêtu d'une djellaba brune, le P.M. en bandoulière, harangue à son tour la foule algéroise.



Le général Ely, chef ► d'état-major général. Le 29 janvier, il a rejoint Reghaïa où il s'est entretenu avec Delouvrier, Challe et les généraux Crépin, Olié et Gambiez.

le jeudi : Delouvrier demande aux insurgés d'aller pleurer et prier av

risque pour vous de retomber sous une prépondérance politique des Européens, que ceux-ci ont abandonnée le 13 mai. »

Lorsqu'il s'adresse enfin aux pieds-noirs Paul Delouvrier atteint au pathétique.

« Si je dois rejoindre le général Challe à son nouveau P.C. pour retrouver, moi aussi, ma liberté de commandement, je vous laisse, Algérois, le dépôt le plus sacré qu'un homme puisse avoir : sa femme et ses enfants. Veillez sur Mathieu, mon dernier fils. Je veux qu'il grandisse, symbole de l'indéfectible attachement de l'Algérie à la France. »

Après avoir mis Alger en garde contre les risques que le camp retranché fait courir au pays tout entier, le délégué général supplie les insurgés de jeter bas leurs barricades. Puis il leur explique la folie de leur geste :

« En rejetant de Gaulle, vous vous perdez, vous perdez l'armée et la France aussi. En plébiscitant de Gaulle, qui ne demande que vos voix, vous sauvez l'armée et son unité, vous sauvez la France et son unité et vous forcez la France à vous sauver. Vous gagnerez aussi la guerre d'Algérie, vous allez tuer le F.L.N. qui attend en ricanant dans l'ombre, vous allez le tuer en déterminant les musulmans quand demain, si vous me suivez, ces musulmans croiront enfin qu'ils sont devenus vraiment nos égaux. »

Le coup de fouet

Et dans le souci d'unir, Delouvrier lance la formule du pardon qui sera tant critiquée à Paris :

« A l'appel du général Gracieux et de ses paras, demain, après-demain si vous le voulez, Challe et Delouvrier seront à Alger. Nous visiterons l'Alcazar des facultés, nous serrerons la main à Ortiz et à Lagaillarde et à vous Sapin-Lignières, chef des U.T. « Rien n'est perdu » pour un Français quand il rallie sa » mère la France », a dit le général de Gaulle dans la nuit de dimanche.

» Nous irons ensemble au monument aux morts pleurer et prier les morts de dimanche, morts à la fois pour que l'Algérie soit française et pour que l'Algérie obéisse à de Gaulle. Et le lendemain de ce jour faste, Challe et Delouvrier iront à Paris pour remettre, sans conditions — on ne pose pas de conditions au chef de l'Etat —, pour remettre sans conditions l'Algérie à de Gaulle et à la France. Voilà, j'ai fini après ces journées harassantes. »

JEUDI.

C'est la journée la plus dramatique des barricades. Mais Delouvrier a recouvré sa sérénité, son sang-froid. Le texte qu'il a rédigé « avec ses tripes » la nuit précédente a été pour lui le coup de fouet qui stimule. Il fera face à l'événement quel qu'il soit.

Ça grogne sérieusement du côté de l'armée. Le général Gracieux en informe le délégué général : « Que de Gaulle fasse vite savoir qu'il renonce à l'autodétermination. Autrement, les troupes sous mes ordres risquent de m'échapper. »

Dans un manifeste qu'ils se proposent de rendre public ce jour-là (il ne le sera jamais, en fait), les colonels se déclarent solidaires des insurgés. Ils proposent en quelque sorte à Challe de jouer le rôle de Salan lors du 13 Mai. Des unités de la métropole ne le reconnaissent-elles pas déjà comme celui qui épargnera à l'armée une nouvelle guerre d'Espagne ? N'a-t-on pas dit aux officiers de l'école de Saint-Maixent que lui seul était désormais le chef ?

Challe, qui voit clairement le péril, presse Delouvrier de mettre son idée de départ à exécution. Il faut échapper à l'intoxication, aux pressions, aux intrigues, retrouver hors d'Alger la liberté de manœuvre. Mais Delouvrier veut, auparavant, enregistrer son discours. Il le lit au commandant en chef qui le juge excellent. Puis, avec le général Dudognon, le colonel de Boissieu et Poincaré, son conseiller technique, le délégué général


Paul Renaud


Dalmas

La semaine des barricades vit ses dernières heures. Il pleut maintenant sur Alger et la foule des premiers jours a déserté les rues. On ne rencontre plus de manifestants folkloriques venus apporter leur soutien à Massu. Sur une marche, un ancien combattant musulman, symbole de la fraternisation... Mais en dépit des tracts, des harangues, les musulmans ne bougent pas. Dans la Casbah, ils vaquent tranquillement à leurs occupations.


Dalmas

Un marin, mêlé à la foule. La « Voix du Bled », à ▶ Radio-Alger, souligne qu'« une fois de plus, le miracle s'est produit : la barricade ne sépare plus, elle réunit. Elle est un trait d'union entre civils et militaires ».

Les orateurs ont déserté le balcon ; la foule a déserté ▶ la rue. Seul, pensif, un U.T. veille derrière la barricade. Au « P.C. Ortiz », tout est calme. La partie se joue maintenant autour du camp retranché des facultés.

met sur pied le plan de son évasion et celle du commandant en chef.

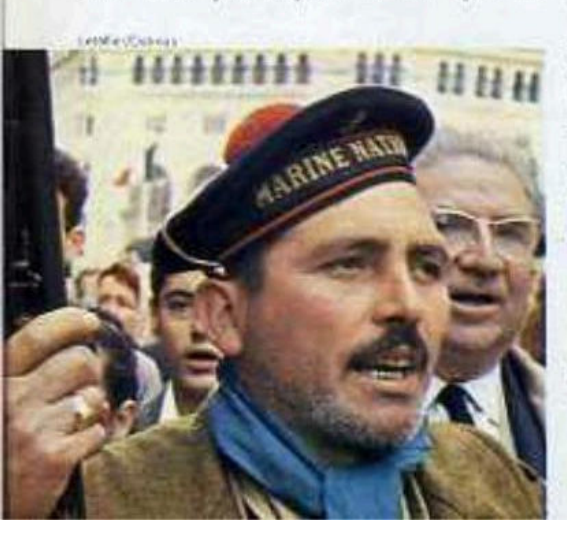
Celui-ci partira le premier pour La Reghaïa, base des chasseurs bombardiers et dépôt du génie de l'air que commande le général Martin, un vieil ami de Challe. Il sait pouvoir compter sur la loyauté des commandos de l'air qui tiennent le secteur. Sans hésiter, ils se sont opposés aux territoriaux qui voulaient s'emparer de la mairie.

Challe commence à s'impatienter

Autour de la base, lorsque Challe y installe son quartier général, une trentaine d'engins blindés de reconnaissance — 1[er] spahis — prennent position tandis que les routes conduisant à La Reghaïa sont bloquées par des goums. Le départ du commandant en chef a décontenancé les colonels d'Alger. Ils ne peuvent plus faire son siège. Et Delouvrier leur annonce qu'il va prononcer un important discours et leur laisser leurs responsabilités...

Enregistrement du texte écrit au cours de la nuit, coup de téléphone à Mme Delouvrier pour lui demander de continuer à recevoir au palais d'Eté et de faire comme s'il était en voyage à Paris... Et le délégué général s'éclipse. Personne ne voit la DS noire, précédée et suivie de deux camions de commandos de l'air, filer en direction de La Reghaïa. Il était temps. Challe commençait à s'impatienter. Croyant Delouvrier prisonnier des colonels, il s'apprêtait à le faire délivrer en envoyant sur Alger un détachement de blindés.

Les insurgés n'ont plus en face d'eux l'autorité de l'Etat mais l'armée, qui va devoir cette fois prendre position. Delouvrier n'est pas inquiet. Il sait que les paras et les colonels n'iront pas jusqu'à se dresser contre la métropole. Ils ne prendront pas le risque d'une guerre civile. A eux à présent d'amener les insurgés à composition. Le délégué général, c'est indéniable, a joué une forte carte. Son premier geste en arrivant à La Reghaïa est de convoquer le général Gambiez, qui commande à Oran, et le général Olié, le « patron » de Constantine. L'un et l'autre appuient à fond le représentant du gouvernement. Ils viennent de lancer un message par radio : « Tous derrière de Gaulle, sans hésitation. »



VENDREDI.

De Gaulle parle ce soir. Le général Ely, le chef et la conscience de l'armée, arrive à La Reghaïa où l'accueillent le délégué général, le commandant en chef, les généraux Olié et Gambiez. Ely les informe des grandes lignes du discours présidentiel. Le chef de l'Etat annoncera qu'il s'engagera à fond lors du référendum pour la solution la plus française. Il laissera au commandant le choix des moyens pour en terminer avec l'insurrection. Il dénoncera les officiers qui s'imaginent que cette guerre est la leur.

Delouvrier juge favorablement ce discours nuancé et il le téléphone à Paris. Puis Ely entend les chefs militaires assurer le président de la République de leur obéissance inconditionnelle. Le chef de l'armée annonce que le général Crépin est investi de l'autorité dans Alger. La 10[e] D.P. va être relevée par des unités sûres dans les heures qui viennent. A présent, les choses doivent aller vite...

Le discours de Delouvrier a produit l'effet escompté. Des centaines d'U.T. ont déserté le camp retranché. Autour du jeune avocat à la barbe de flamme et du cafetier du Forum il ne reste plus que des « durs ». Le colonel Argoud, qui a tout de suite compris que le vent venait de tourner, a demandé au délégué général, qui a donné son accord, l'autorisa- ▶

Plus de 8 millions ont déjà été collectés par le conseil municipal

L'ÉCHO D'ALGER

Nous faisons connaître à nos lecteurs que la censure ne s'est pas exercée sur le présent numéro

Pendant que se déroulait une manifestation de fraternisation dont l'ampleur évoquait celle du 16 mai

M. Delouvrier et le général Challe ont quitté Alger pour un P.C. du bled

dans le cadre d'instructions gouvernementales

Le délégué général a lancé un appel à la métropole, à l'armée et aux populations européenne et musulmane

Les musulmans ont apporté hier à ceux des barricades l'émouvant témoignage

Le "drame de conscience" de M. DELOUVRIER



L'Écho d'Alger relate avec beaucoup d'optimisme la manifestation de fraternisation qui a eu lieu à Alger.

dimanche : Joseph Or

Messe sur les barricades. Mgr Duval en ayant interdit la célébration, les fidèles écoutent l'office diffusé par radio, en face d'un autel vide. Mais un vicaire de Saint-Augustin, l'abbé Dhamar, viendra donner la communion.

tion de négocier avec Ortiz et Lagaillarde.

Mais à Paris, le discours de Delouvrier n'a guère été apprécié. « Qu'est-ce donc que cette invitation faite aux insurgés d'aller prier avec eux au monument aux morts ? Ce pauvre Delouvrier est surmené... Ce doit être l'effet du maxiton... » Certains pensent : « Il a basculé du côté des insurgés. » Qu'importe d'ailleurs, puisque les gens des barricades rejettent en bloc les propos du délégué général !

Le chef de l'État parle

Challe n'est pas inactif. Distrayant des troupes des opérations de Kabylie, il les dépêche sur Alger. Lui-même, accompagné de Delouvrier, revient discrètement au quartier Rignot. A présent que le péril le plus pressant est écarté, le civil et le militaire qui représentent la France en Algérie n'ont plus rien à craindre des états-majors algérois, ni des paras, qui vont devoir céder la place.

Et c'est l'heure du discours du chef de l'Etat, écouté avec émotion par les uns, avec colère par les autres, mais avec la plus grande attention par tous :

« Aucun soldat ne doit, sous peine de faute grave, s'associer à aucun moment, même passivement, à l'insurrection. En fin de compte, l'ordre public devra être rétabli. Les moyens à employer pour que force reste à la loi pourront être de diverses sortes. Mais votre devoir est d'y parvenir. J'en ai donné, j'en donne l'ordre...

» Eh bien, mon cher et vieux pays, nous voici donc ensemble, encore une fois, face à une lourde épreuve... Tandis que les coupables, qui rêvent d'être des usurpateurs, se donnent pour prétexte la décision que j'ai arrêtée au sujet de l'Algérie, qu'on sache partout, qu'on sache bien que je ne reviendrai pas sur elle. »

Ely, Challe et Delouvrier sont réunis autour d'un poste qui fonctionne mal lorsque les colonels Argoud et Godard viennent annoncer que les insurgés ne veulent rien entendre. Lagaillarde menace de se faire sauter avec ses hommes dans le réduit des facultés où il a stocké, fait-il savoir, de l'acide fluorhydrique. Delouvrier ne se laisse pas impressionner : « Allons, il va falloir faire exécuter les ordres de De Gaulle. »

SAMEDI.

Depuis la veille, la pluie, une pluie diluvienne qui noie les barricades et décourage encore plus les insurgés, s'est abattue sur la Ville blanche. En écho au discours du président de la République, d'innombrables messages de chefs d'unité, d'officiers S.A.S. et S.A.U. assurant de leur soutien et de leur fidélité le chef de l'Etat s'accumulent sur le bureau de Delouvrier. Un télégramme du colonel commandant le 27e dragons : « Mes blindés sont à la disposition de l'autorité ; ils sont en mesure de rétablir immédiatement l'ordre à Alger. »

Le haut commandement fait mettre en place des barrages de chasseurs arrivés du bled autour des barricades, de manière à isoler complètement les insurgés de la population. Par téléphone, Paul Delouvrier reçoit de Michel Debré l'instruction de n'accepter aucune discussion politique avec les gens du camp retranché. La reddition des chefs ne sera accompagnée d'aucune garantie judiciaire.

Le délégué général et le commandant en chef apprennent que les choses tournent à l'aigre entre Lagaillarde et Ortiz, qui en sont aux injures. Challe et Delouvrier reçoivent des délégations diverses qui prennent au sérieux la menace du jeune député d'Alger de faire sauter la moitié de la ville. On leur demande d'accepter les conditions des insurgés : « Pas question », répondent les deux responsables.

DIMANCHE.

Le drame menace. Paul Delouvrier apprend ce matin que les barrages installés autour du réduit ont cédé sous la puissance de la foule venue soutenir les insurgés. On lui rapporte qu'Ortiz et



La foule essaie d'arracher les grilles menant au monument aux morts. Les paras ne bougent pas. Mais les militaires n'aiment pas le désordre. Et la plupart réagiront favorablement au discours du chef de l'État.

...abandonne les barricades, les U.T. rentrent chez eux, mais Lagaillarde...



Lagaillarde ne veulent toujours rien entendre. Il se fâche. « Déblayez le camp retranché par tous les moyens. Au besoin, donnez l'ordre de faire parler les armes », commande-t-il au général Crépin.

" Que Lagaillarde se suicide ! "

La situation est tendue. Le colonel Dufour, du 1er étranger de parachutistes, a obtenu carte blanche du délégué général pour négocier avec les insurgés des conditions de leur reddition. C'est de lui qu'il dépend que les choses ne tournent pas à l'affrontement, à la tragédie.

Le délégué général reçoit le professeur Nègre, de la Faculté de médecine d'Alger. L'universitaire est bouleversé. Il le supplie, à genoux, d'éviter le bain de sang. Victime, lui aussi, de l'intoxication de Lagaillarde, il croit que le jeune député d'Alger va tout faire sauter. Mais les nouvelles deviennent meilleures. Le nouveau barrage autour du réduit tient à présent. Challe et Delouvrier demeurent fermes. « Que Lagaillarde se suicide s'il le veut, lui et ses desperados !... »

En prenant congé du professeur Nègre, le délégué général lui dit qu'il acceptera des conditions honorables du député insurgé, « mais, ajoute-t-il, son chantage à l'explosion ne m'impressionne pas ».

Les négociations durent encore toute la nuit. Le colonel Dufour propose à Delouvrier de laisser sortir Lagaillarde du réduit à la tête de ses troupes en armes. Ils feront un simulacre de défilé dans Alger. Puis ils s'engageront au 1er R.E.P. qui les emmènera aussitôt en opération... Mais Delouvrier peut-il aller contre les ordres de Paris qui exige une reddition sans condition, ainsi que la remise des rebelles aux mains de la justice ?

LUNDI.

Paul Delouvrier apprend que Joseph Ortiz a abandonné les barricades au lever du jour. Ses troupes se débandent. Laissant là armes et équipements, les U.T. rentrent à la maison.

Mais Lagaillarde, lui, demeure intransigeant. Alors, Delouvrier s'en remet au colonel Dufour. D'accord pour la sortie en armes. Mais pas question de défiler à travers la ville. Les hommes pourront s'engager dans l'armée, mais Lagaillarde devra rendre des comptes.

Téléphone avec Paris par la ligne directe qui relie le délégué général à l'Elysée :

— Alors, Delouvrier... Ça traîne ! Vous faites preuve de trop d'indulgence. Terminez-moi ça, et vite !

— Mon général, j'ai pu, jusqu'à présent, éviter que le sang ne coule. Ortiz s'est sauvé. Je crois que nous allons venir à bout de Lagaillarde. Je prends mes responsabilités. Continuez à me faire confiance. Vous jugerez quand tout sera terminé.

C'est alors que la porte s'ouvre. Poincaré apparaît sur le seuil, le sourire aux lèvres :

— Lagaillarde s'est rendu ! lance-t-il.

— Mon général, c'est fini !... Lagaillarde vient de se rendre, retransmet Delouvrier.

A l'autre bout du fil, c'est d'abord le silence. Puis, après quelques secondes, la voix calme de De Gaulle :

— Merci, Delouvrier.

Le délégué général entend le déclic de l'appareil que l'on raccroche. La semaine des barricades s'achève... H

Pierre-Albert LAMBERT



La nuit, tout le monde veille. Les paras discutent avec les insurgés. Pour ces derniers, la situation devient difficile. Le moral baisse. Beaucoup d'U.T. commencent à penser qu'il vaudrait mieux « rentrer à la maison ».

La gendarmerie enterre les victimes de l'émeute du 24 janvier. 14 hommes sont morts dans cette fusillade tragique qui avait commencé par un coup de feu isolé. D'où était venu ce tir insensé? Du « P.C. Ortiz »? De la foule? On ne le saura jamais.



Obsèques également, des victimes civiles de la fusillade. Plusieurs milliers d'Algérois assisteront aux cérémonies qui auront lieu dans les différents quartiers de la ville. Partout, les cérémonies se dérouleront dans le calme et la dignité.



ET A OR

Ce dimanche 24 janvier aurait pu être un jour férié comme les autres et de nombreux Oranais avaient profité de la température clémente qui faisait déjà fleurir les amandiers pour aller à la cueillette des champignons ou des asperges sauvages sur les flancs de la montagne des Lions ou dans la forêt de M'Sila, assez éloignées de la ville mais où régnait une sécurité absolue.

Cependant, les dirigeants des « partis patriotiques », au courant de la manifestation prévue à Alger, ont mis en état d'alerte leurs éléments les plus dynamiques, les commandos de lycéens toujours décidés à descendre dans la rue pour la bonne cause.

Les unités territoriales, les « citoyens en armes », sont aussi dans la rue, mais par petits paquets et sans chefs responsables. Tout le monde semble attendre on ne sait quel mot d'ordre. Devant l'hôtel de la préfecture, manifestants et C.R.S. se dévisagent sans acrimonie, sous le regard curieux de quelques « bidasses » en permission dominicale, car les troupes n'ont pas encore été consignées par le service de garnison. C'est plus tard, dans la soirée, que Villeneuve, conseiller municipal, élu sur une liste d' « Union du 13 Mai », et l'un des animateurs du « M. P. 13, », fera savoir que, par solidarité avec les Algérois qui viennent de dresser leurs premières barricades, les Oranais sont invités à déclencher, dès lundi matin, une grève générale illimitée.

Dans l'appartement d'une cantatrice

Oran n'a jamais connu le couvre-feu, à l'exception des journées chaudes du 2 février 1956, après les massacres de jeunes rappelés près de la frontière marocaine, et cette nuit-là sera une nuit comme les autres. Cependant, cinémas et brasseries sont invités à fermer leurs portes en signe de deuil pour les victimes de la fusillade d'Alger.

Au lever du jour, vers 7 heures, les curieux, qui savent par habitude que le Forum oranais se trouve place des Victoires, au cœur de la ville, se dirigent vers ce quartier. Ils découvrent, écrites à la peinture sur les pavés de la rue Leclerc, de l'avenue Loubet, sur les devantures de magasin et sur les carrosseries de voiture, d'énormes inscriptions : « DE GAULLE ASSASSIN ! » Aucune entreprise n'a ouvert ses portes, mais les administrations fonctionnent, et, à travers toute la ville, des piquets de territoriaux et de civils « mobilisés »,

N, CE FUT LA KERMESSE



Les projecteurs de l'actualité sont tous braqués sur Alger. Mais à Oran, la population aussi se rassemble pour protester contre la politique algérienne du général de Gaulle.

Paris-Match



Oran a également ses barricades. Des activistes oranais ont décidé de « prendre la situation en main » et de créer une zone insurrectionnelle.

Lebeben/Paris-Match



Sur des cars de police, des activistes ont tracé en grosses lettres : « Massu au pouvoir. » Sur des voitures, on lira aussi : « De Gaulle assassin. »

Paris-Match

dont certains portent un brassard frappé de la croix celtique ou du sigle F.N.F., arrêtent les camions de transport et les autobus urbains pour les inviter à se diriger vers la place des Victoires. Ils serviront, une fois leurs pneus crevés, à dresser des obstacles en direction du faubourg Gambetta.

A midi, le mot d'ordre de grève est suivi dans toute sa rigueur et quelques administrations se vident de leur personnel. Dans les faubourgs, presque déserts puisqu'ils bordent tous les quartiers arabes, on note l'arrivée de faibles renforts militaires en provenance de la 29ᵉ D.I. qui compte dans sa zone le secteur d'Oran.

Cette fois, il ne sera pas question de comité de salut public, mais de comité de vigilance. Cet organisme, formé par des activistes oranais (le docteur Laborde, conseiller général ; Robert Tabarot, Christian Conessa, Raymond Rosello) qui sont pour la plupart à l'origine du 13 Mai, mais d'où ont été exclus les éléments gaullistes inconditionnels, va prendre la situation en main et créer sur le Forum, une « zone insurrectionnelle » où, pendant une semaine, près de deux cent mille Oranais (si l'on y découvre quelques musulmans, on ne retrouvera pas les grandes scènes de fraternisation de 1958) viendront régulièrement entendre, pendant douze heures d'affilée, des orateurs plus ou moins habiles. Le P.C. du comité s'installe dès lundi matin dans l'appartement d'une vieille dame, Mme Campredon, ancien professeur de chant et d'art lyrique au Conservatoire de musique d'Oran, au premier étage d'un immeuble cossu qui fait l'angle nord-est de l'avenue Loubet et de la rue Leclerc.

Un clown sur les barricades

Lorsque, dans la nuit du dimanche au lundi, se dressèrent les deux premières barricades, à hauteur des troisièmes arcades de la rue Leclerc, le comité de vigilance voulut donner à son P.C. l'allure d'un petit camp retranché et le fit entourer d'un réseau fortifié gardé par des territoriaux, tandis que l'accès de l'immeuble et de l'appartement était sous le contrôle sévère des militants du F.N.F.

Les barricades d'Oran n'ont jamais eu le caractère dramatique de celles d'Alger. La principale allait d'un trottoir à l'autre de la rue Leclerc. Elle fut édifiée en une heure de temps dans une atmosphère de « fiesta » oranaise. Achille Zavatta et sa femme, qui se trouvaient à Oran, venus en curieux, furent vite reconnus par les manifestants et invités à les aider. Ce qu'ils firent de bonne grâce et le célèbre clown s'interrompait de temps à autre pour placer une histoire ou un gag. On applaudissait très fort, et les voisins, réveillés par le chahut de la rue, descendaient de leurs appartements portant une bonne bouteille de mascara, des casse-croûte et du café chaud.

Lundi 25 janvier, dans l'après-midi, le comité de vigilance s'aperçut que le mot d'ordre de grève indisposait les ménagères, qui ne trouvaient plus à s'approvisionner. Il fallut prendre des dispositions spéciales concernant l'alimentation, notamment pour le pain, le lait, la viande, le poisson et autres denrées périssables entreposées aux halles centrales depuis deux jours. On autorisa aussi la réouverture des pharmacies. En revanche, les P.T.T. cessèrent toute activité. Mercredi matin, à 9 heures, tout le personnel municipal abandonna l'hôtel de ville pour se rendre en cortège au Forum, où il fut longuement applaudi, car il était conduit par des conseillers ▶

quand les orateurs étai

Le boulevard Gallieni, bordé de magnifiques palmiers, où il fait bon flâner. Au bout se trouve le lycée d'Oran.

municipaux, certains vêtus de l'uniforme de la « territoriale ».

Cependant, si les micros de la place des Victoires fonctionnaient sans interruption de 8 heures à 20 heures, les orateurs qui s'y succédaient commençaient à s'époumoner et à manquer d'arguments pour tenir la foule en haleine. Lorsque le verbe faisait défaut, on avait recours aux airs militaires, vieilles rengaines de l'armée d'Afrique, marches lentes de la légion ou des parachutistes et le succès toujours attendu pour redonner du tonus : *les Africains !*

A lire ces lignes, on pourrait croire que la ville d'Oran était en totalité contrôlée par le comité de vigilance. C'était vrai en grande partie, car toute la population européenne se sentait concernée par ces événements et vivait dans ce climat d'intoxication permanente qui découle des grandes actions psychologiques visant les masses. Mais chaque soir, les services de la police des Renseignements généraux rendaient compte de la lassitude des manifestants, qui se demandaient vers quoi tout cela allait déboucher, d'autant que la situation allait en se dégradant à Alger. Les services du 5e bureau, au lieu d'être du côté de la foule comme au 13 Mai, passaient leur temps à tenir les militaires écartés de tout contact avec les manifestants et faisaient même distribuer des tracts imprimés à la demande du général Gambiez sur lesquels on pouvait lire : « Cette agitation est stérile. Ceux qui veulent proclamer leur solidarité avec leurs compatriotes algérois ne réussissent qu'à apporter le désordre, le doute, la paralysie économique et la misère. Cette agitation est nuisible. Ils immobilisent des troupes qui seraient plus utiles dans les djebels pour lutter contre les fellaghas. Ils favorisent le jeu des ennemis de la France sur le plan international. »

Ce tract faisait référence aux soldats des djebels qui auraient été ramenés sur Oran pour une nouvelle mission. En réalité, il n'en fut rien et seul le 2e bataillon de zouaves, unité du maintien de l'ordre dans les quartiers d'Oran, monta une garde discrète aux abords du Forum. Et peu à peu le travail reprend dans certains secteurs, notamment dans celui de l'alimentation et dans les banques, où les guichets sont de nouveau ouverts pour permettre l'encaissement des salaires. Les autobus roulent sur certains itinéraires et quelques stations-service mettent en marche leurs pompes à carburant. Les bateaux à quai vont pouvoir décharger leurs cargaisons.

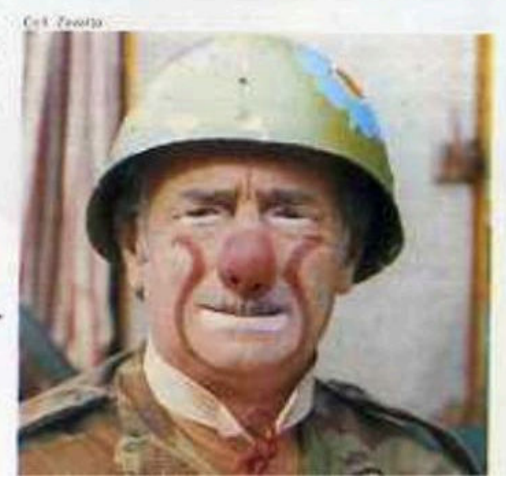
Que veut la foule qui se presse toujours nombreuse au pied du balcon qui domine le Forum oranais ? Le général Gambiez, qui n'a pas hésité à se rendre dans le centre de la ville et qui a demandé à un manifestant : « Que voulez-vous donc ? », s'est entendu répondre : « Si de Gaulle affirmait que l'Algérie restera française toute cette agitation cesserait... » Alors, le commandant du corps d'armée avait rétorqué : « Moi, je vous le dis. »

Les dirigeants du " M.P. 13 "

En même temps, un message signé du colonel Bigeard parvient aux mains des membres du comité de vigilance. Le célèbre officier parachutiste, qui a son P.C. à Méchéria, dans le Sud oranais, donne son adhésion au mouvement de révolte des pieds-noirs et des unités territoriales. L'enthousiasme qui s'empare à nouveau de la foule est tel que tout incident peut se traduire par une explosion de violence. Fouques-Duparc, député maire de la ville, doit même quitter Oran pour rejoindre Paris par avion, déclarant être contraint de le faire car « il est réduit à l'impuissance par les territoriaux occupant les services municipaux sous le commandement de certains de ses adjoints ».

C'est dans cette atmosphère, qu'ils veulent détendre, que les trois députés d'Oran-Campagne acceptent, après maintes réticences, de venir au balcon du Forum. Il y a là le docteur Sid Cara,

Coll. Zavatta



Achille Zavatta. Il se trouvait de passage à Oran ▶ avec sa femme. On le vit sur les barricades raconter de bonnes histoires. Les manifestants riaient et applaudissaient. C'était vraiment la « fiesta »...

à bout de souffle, on avait recours aux chansons et aux vieux airs militaires

ancien ministre et ancien président du Comité de salut public Algérie-Sahara au lendemain du 13 Mai ; Pierre Laffont, directeur général de *l'Echo d'Oran*, pied-noir d'adoption et ancien prisonnier de guerre, comme Alain de Sérigny, mais aussi libéral que le directeur de *l'Echo d'Alger* est activiste. Aux côtés de ces deux parlementaires distingués dont l'audience est grande, se tient modestement leur colistier, Berrouaïne, homme simple et brave qui, après avoir fait un bout de chemin dans le passé avec les nationalistes algériens, s'est rallié aux tenants de l'Algérie française.

L'arrivée, jeudi après-midi, des trois députés à la tribune de la place des Victoires est saluée avec enthousiasme par la foule, mais, au sein du comité de vigilance qui les a accueillis, une certaine hostilité s'est manifestée, notamment parmi les dirigeants du « M.P. 13 » et du Mouvement corporatiste. Cependant, les premières paroles du docteur Sid Cara sont marquées par de vifs applaudissements : « Je viens ici partager votre sort quel qu'il soit, déclare-t-il d'une voix émue. Je suis ici aussi pour dire bien fort notre volonté d'intégration totale, Français européens et Français musulmans, au sein de la République française... »

Pierre Laffont n'a accepté de se rendre au Forum qu'à la condition de pouvoir s'exprimer librement sur le problème de l'autodétermination. Sa position, il l'a déjà précisée dans les éditoriaux de son journal. Pour lui, il faut faire confiance au général de Gaulle avec qui il a eu un long entretien à l'Elysée, le 29 avril 1959 : « Je n'ai pas voulu prononcer le mot intégration parce qu'on a voulu me l'imposer, lui a déclaré le chef de l'Etat. Que signifie-t-il ? Que l'Algérie est française ? Est-il utile de le dire PUISQUE CELA EST ?... Quant au F.L.N., je n'ai pas à reconnaître cette organisation qui, à mes yeux, ne représente pas l'Algérie, même pas les musulmans d'Algérie... Ceux qui crient aujourd'hui le plus fort intégration sont ceux-là mêmes qui veulent qu'on leur rende l' « Algérie de papa ». Mais l'Algérie de papa est morte et si on ne le comprend pas, on mourra avec elle. »

Si Laffont est, ce jour-là, devant la foule — une foule à vif qu'il n'a pas l'habitude de maîtriser — c'est pour dire sa volonté de faire triompher la politique d'intégration, c'est-à-dire de francisation. Il ne pourra pas aller jusqu'au bout de ses propos. Voici comment l'ancien directeur de *l'Echo d'Oran* rapporte la scène dans son livre *l'Expiation* (1) :

« En arrivant sur le balcon-estrade, je suis stupéfait de l'importance de la foule (trente mille personnes) qui stationne sur la place [des Victoires] et dans les rues avoisinantes. Après quelques minutes de trac, me voilà expliquant à ces gens, venus pour entendre vilipender de Gaulle, pourquoi nous avons accepté le discours du 16 septembre et pourquoi nous allons nous battre dès maintenant pour gagner l'autodétermination. *Puisque Paris l'impose, elle aura lieu. Faisons en sorte que soit choisie la solution la plus française.*

» La foule écoute avec attention pendant un quart d'heure ; les cris hostiles sont rares. Mais autour de moi, sur le balcon, j'entends des bruits de voix de plus en plus courroucées (2). Brusquement, le micro est coupé et je suis, sans aménité, poussé vers la sortie. Dans la rue, près de la porte de la maison, se sont groupés les fidèles. Je suis copieusement injurié et reçois quelques oranges. Le silence du plus grand nombre me fait prendre ces gestes avec philosophie. »

Coll. P. Laffont

◄ Pierre Laffont, le libéral directeur de *l'Écho d'Oran*. Sa visite au Forum ne sera pas appréciée de tous. Il sera même copieusement injurié.



Le général Gambiez, ► commandant le corps d'armée d'Oran. Il invitera le comité de vigilance à se faire représenter à une manifestation d'union.

(1) Plon, édit., 1968.

(2) Je me trouvais à côté de Pierre Laffont pendant qu'il parlait à la foule. Du balcon, il ne pouvait entendre ni voir ce qui se passait dans la pièce. Certains voulaient couper le fil du micro. D'autres proféraient des menaces. Un des dirigeants du comité de vigilance me fit passer un mot que je ne pus transmettre, sur lequel il avait écrit : « Dites-lui de s'arrêter, sinon nous ne répondons plus de sa sécurité. » C'est alors que le magnétophone sur lequel j'avais enregistré toutes les déclarations me fut arraché des mains, projeté sur le sol et détruit.

Mais le mouvement est à bout de souffle, comme à Alger. Dans la nuit du vendredi au samedi, le général Gambiez fait savoir par un officier de zouaves, le capitaine Mercier, qui a le contact avec les gens des barricades, que « le général de Gaulle ayant nettement expliqué sa position dans son discours, tout devait revenir dans l'ordre à Oran et que la kermesse avait pris fin ». Il invitait le comité de vigilance à se faire représenter à une manifestation d'union qui aurait lieu au square du Souvenir, sur le boulevard Front-de-Mer. En même temps, le commandant du corps d'armée adressait le message suivant à la population :

« Le jour se lève sur une lueur d'espérance. De jeunes soldats, leur mission de maintien de l'ordre terminée, viendront bientôt vous apporter chez vous, avant de repartir dans le djebel, le salut de l'armée.

» Ne décevez pas ces combattants qui aspirent ardemment à reprendre au plus tôt leur place au combat et qui vous demanderont de les aider en reprenant vous-mêmes votre place au travail.

Sur la colline

» Que chacun, en tout lieu, retrouve spontanément son compagnon de labeur et le regarde droit dans les yeux, fraternellement, rivalisant d'ardeur pour rattraper le temps perdu. Ne croyez pas que vos espoirs soient brisés.

» L'armée restera la garantie inflexible de vos aspirations et, le calme revenu, dignement, fièrement, devant vos drapeaux, vous viendrez avec nous vous incliner devant le monument aux morts et, en Français fidèles, jurer de travailler, de lutter et de combattre pour que l'Algérie reste toujours française. »

Cette manifestation devait se dérouler dans la plus grande dignité en présence de toutes les troupes de la garnison. Les unités territoriales étaient présentes, en tenue de treillis, autour de leur chef, le commandant Carlin. Des fleurs furent déposées devant la flamme du souvenir. Le lendemain dimanche, un émouvant pèlerinage se déroula sur les flancs de la colline de Santa-Cruz jusqu'à la basilique Notre-Dame, patronne de la ville, sur les pas de Mgr Lacaste, évêque d'Oran, et des autorités militaires. Longtemps, les pèlerins prièrent avec ferveur pour le retour de la paix sur leur terre meurtrie. Mais dans les jours qui suivirent, certains des animateurs des barricades furent expulsés d'Algérie. Ils ne devaient plus jamais y revenir. **H**

Léo PALACIO



Le port d'Oran. Des constructions élevées au cours de l'occupation espagnole, il ne reste plus aujourd'hui que le bâtiment dit de Sainte-Marie, qui date de l'an 1764.

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 301

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

TÉMOIGNAGE



Dauphiné Libéré/Coll. Voisin

Cette fillette au charmant sourire, native d'Aoulef, dans la plaine du Tidikelt, en Algérie, passe des vacances joyeuses à la colonie d'Uriage.

14 heures. 2 janvier. Alger. On y est ! Débarquement. On poireaute deux heures sur le quai. Puis on nous donne des couvertures et on nous attribue des pieux dans un immense dortoir.

Très vite, tout s'est passé. J'étais au 99e B.I.A., à Sathonay-Camp. Une perm de détente. Pour Noël. Huit jours. Je rouspète, bien sûr. C'est pour tout le monde pareil, qu'ils me répondent, mes parents. S'il y a la guerre, c'est de la faute des terroristes. C'est de la faute du éfèlène ! des communistes, des Russes ! des Chinois ! Tous des assassins ! Il faut faire ton devoir ! Comme tout le monde ! L'Algérie, c'est la France. Je ne vous dirai pas qu'ils m'ont vu partir de gaieté de cœur, mais résignés, ça ils l'étaient.

Aucune notion politique j'avais à cette époque. Petit c... merdeux, j'étais. Du fric ! Ma tranquillité ! voilà ce que je souhaitais. Pour moi, la cause de la guerre, c'était « les bougnoules ». Ah ! les salauds ! Sans eux, on serait peinards ! je pensais.

Puis retour à Sathonay-Camp. Grosse bringue avec les copains. Le train jusqu'à Marseille. Camp Sainte-Marthe. Le mur, avec les mêmes copains. Rue Thubaneau. Tournée des b... Bagarre avec les légionnaires. Embarquement le 1er janvier. Onze heures du matin. Et maintenant, voilà Alger !

Affecté au 7e B.C.A. en Kabylie. Qu'est-ce que c'est que ça, la Kabylie ?

Le lendemain, un convoi nous emmène à Tizi-Ouzou. Première

(Suite page VI)

Précisions pour l'Histoire...

... Dans votre numéro 65 d'Historia Magazine *la Guerre d'Algérie*, page 1894, vous montrez une gravure avec comme légende Guyotville, ville natale d'Ortiz. Étant moi-même guyotvilloise de naissance, je vous signale que la photo que vous montrez représente le cap·Caxine et son phare, qui faisaient partie de la commune de Guyotville, mais Guyotville est une ville beaucoup plus importante, 15 000 habitants environ...

Mme Robert Z..., 01000 Bourg

★

La photo parue à la page 1356 de votre n° 45 (238) ne représente pas Novi, mais le port de Cherchell...

M. V. R...,
06160 Juan-les-Pins

★

... Je vous transmets, à toutes fins utiles, cette photocopie d'un article du journal *l'Encyclopédie contemporaine*, datant du 20 janvier 1897 et qui vous permettra je l'espère, de compléter votre documentation sur l'Algérie et ses fondateurs.

Cet article concerne mon père, Pierre Navarro, qui arriva à Sidi-Bel-Abbès en 1846. Le village de Moulay-Abd-el-Kader dont il est question est ce que l'on appelait, à Sidi-Bel-Abbès, le « camp des spahis » et faisait partie des faubourgs de la ville.

Je pense qu'il est inutile de rappeler ici les difficultés que les premiers pionniers ont rencontrées et ont dû surmonter pour faire de cette terre de cailloux et de marécages ce qu'elle est devenue. La volonté, le courage, l'ardeur au travail ne leur ont pas manqué et on doit leur rendre justice.

Pour ma part, j'apprécie votre façon objective de présenter « l'affaire d'Algérie »...

Mme Louise M...,
83500 La Seyne-sur-Mer

★

... Savez-vous ce qu'était un 14 juillet à Alger, à quel point les pieds-noirs aimaient le drapeau tricolore? A chaque fenêtre, chaque balcon, chaque commerce, ce drapeau flottait – une coutume qui, ici, n'a jamais été observée. Pour tout dire, ce drapeau faisait partie de l'armoire à linge de chaque famille.

Je serais curieux de savoir l'importance que ce drapeau tient dans le cœur d'une famille métropolitaine moyenne d'aujourd'hui. Je compte sur vous pour connaître et faire connaître tout cela...

M. S. V..., 44100 Nantes

★

... Dans votre n° 65 ayant trait à l'offensive du plan Challe en Oranie, vous oubliez de citer comme régiment, l'escadron de marche du 2e chasseurs d'Afrique, commandé par le capitaine Brothier...

M. Jean-Marie R..., 06-Vence

★

...Vous publiez dans le n° 68 de la revue « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie* un article intitulé « Une si jolie petite plage » et consacré au centre d'instruction de l'arme blindée et de la cavalerie d'Algérie, à Hussein-Dey. Ayant servi dans

L'HYMNE DU F.L.N.

NOUS JURONS

Par les foudres qui anéantissent,
Par les flots de sang pur et sans tache,
Par les drapeaux qui flottent
Sur les hauts djebels orgueilleux et fiers,
Nous affirmons nous être révoltés pour vivre et pour mourir,
Et nous avons juré de mourir pour que vive l'Algérie !
Témoignez ! Témoignez ! Témoignez !

Nous sommes des soldats pour la justice, révoltés,
Et pour notre indépendance nous avons engagé le combat,
Nous n'avons obéi à nulle injonction en nous soulevant.
Le bruit de la poudre a été notre mesure
Et le crépitement des mitrailleuses notre chant favori.
Et nous avons juré de mourir pour que vive l'Algérie !
Témoignez ! Témoignez ! Témoignez !

Sur nos héros nous bâtirons une gloire
Et sur nos corps nous monterons à l'immortalité,
Sur nos âmes, nous construirons une armée
Et de notre espoir nous lèverons l'étendard.
Front de la libération, nous t'avons prêté serment
Et nous avons juré de mourir pour que vive l'Algérie !
Témoignez ! Témoignez ! Témoignez !

Le cri de la patrie monte des champs de bataille.
Écoutez-le et répondez à l'appel,
Écrivez-le dans le sang des martyrs
Et dictez-le aux générations futures.
Nous t'avons donné la main, ô gloire,
Et nous avons juré de mourir pour que vive l'Algérie !
Témoignez ! Témoignez ! Témoignez !



Remise de fanion, en Corse, au bataillon du 11e « choc ». Au fond, Mantei.

cette unité de novembre 1956 à décembre 1958, en qualité d'appelé, je dois à la vérité de dire que M. Escande donne une image bien déformée de ce que pouvait être la vie au camp du Lido. Il écrit : « On sait que les professeurs d'histoire et de géographie n'hésitent pas à déformer la réalité suivant leurs convictions politiques. » Je crains qu'il n'ait donné dans ce travers. Sa plume est acide, comme s'il gardait quelque rancœur d'être resté deuxième classe et de ne pas avoir vu ses mérites reconnus, et, à l'en croire, l'encadrement du centre était composé essentiellement de gradés gueulards, de sous-officiers idiots et d'officiers médiocres.

Pour ma part, mon séjour à Hussein-Dey a été l'occasion d'une expérience humaine exceptionnelle, au milieu d'hommes divers, rassemblés par les hasards de la guerre et qui, sans abandonner aucunement leur personnalité, accomplissaient leur devoir. Certes, la vie militaire, comme toute vie en collectivité, a ses petitesses, parfois ses injustices, mais chez les « cavaliers », on a le sens de l'honneur. J'ai vu des chefs de corps attentifs aux conditions de vie de chacun; des officiers partageant l'ordinaire de leur troupe; un adjudant-chef pied-noir invitant des recrues chez lui, en famille pour Noël; j'ai apprécié comme mes camarades la brioche et le café au lait du dimanche matin. On pourrait multiplier les exemples pour contrebalancer les « pompes » et les « tenues de campagne ».

J'ai retenu en tout cas la bonne volonté des appelés, leur sens du service, de l'effort, leur goût du panache et je ne puis que regretter l'inutilité de leur sacrifice.

M. P. V..., 35250 Saint-Aubin-d'Aubigné

★

...Je vous fais part de ma surprise à la lecture de l'article paru dans « Historia Magazine » n° 283, sous la signature de J. Escande et intitulé « Une si jolie petite plage ».

Ayant eu l'honneur d'administrer pendant deux ans, comme commandant major, le C.I.A.B.C. (Centre d'instruction de l'arme blindée et de la cavalerie) à Hussein-Dey, dont dépendait le « Lido », je peux m'inscrire en faux contre les allégations tendancieuses et antimilitaristes de ce « Français ».

En tout cas, je tiens à vous assurer que la presque totalité des hommes et gradés qui sortaient de ce centre, avait un moral élevé. Tous, à quelques exceptions près, étaient reconnaissants envers leurs instructeurs et se sentaient prémunis contre les atrocités qui les attendaient dans le bled.

Il est vrai, cependant, que les photographies publiées en regard, sont autant de preuves allant à l'encontre des malveillances de l'article incriminé. Elles témoignent heureusement que les responsables du camp ne se désintéressaient pas complètement du bien-être des hommes qui leur étaient confiés.

M. H. de R..., 39160 Saint-Amour

★

...J'étais au service militaire de juillet 1957 à octobre 1959. J'ai fait mes classes dans les chars, dans ce fameux camp du Lido, dont vous racontez si bien la vie dans votre numéro 283. Il n'y a rien à rajouter, tout y est. Cote 30, le tir sur la mer, et les petits gradés qui nous en ont fait bien voir dans le maniement d'armes, etc.

J'ai des diapositives de l'Aurès, de Timgad, Batna et du 9e R.C.A.

M. D. R..., 75013 Paris

★

...Je viens de lire votre récit sur la mort d'Amirouche, une date qui me rappelle des souvenirs parmi tant d'autres. Elle a été pour moi le dernier accrochage, la dernière opération avant ma libération. Huit jours plus tard, j'embarquais pour la France.

Avant l'opération d'Amirouche, nous avions participé à l'opération du djebel Lemma. Je ne comprends pas pourquoi on ne cite pas notre bataillon, le 584e B.M.H., dans l'opération d'Amirouche.

Je vais vous décrire l'opération telle que je l'ai vécue. Le ▶



La vérité des deux côtés...

▶ 28 au matin, nous avons quitté Aïn-Mellah, au lever du jour; nous avons commencé à crapahuter dans le djebel Tsameur. Au bout d'un quart d'heure, nous avons été stoppés par des coups de feu provenant du sommet. Nous sommes restés près de quatre heures au même endroit sans pouvoir progresser. Nous avons atteint le sommet dans la soirée sous un feu nourri. En moins d'un quart d'heure, ma section a perdu 3 hommes, 2 blessés et 1 mortellement touché. Les rebelles étaient repliés dans les grottes. Je me souviens que même un T-6 a été abattu ce jour-là à 50 mètres de nous. Nous avons passé toute la nuit sur le piton. C'est le lendemain que nous avons appris la mort d'Amirouche et de Si Haouès. Vous citez toujours les morts du côté des rebelles, mais, de notre côté, les soldats tombés ont été nombreux.

M. A. K..., 92400 Courbevoie

★

...Je suis étonné du récit sur le 587[e] B.T., qui ne reflète pas le vrai visage du bataillon. Ayant moi-même servi dans ce bataillon pendant deux ans à la 4[e] compagnie, Ménerville, comme pilote de draisine, ayant parcouru 150 000 km en mission de balayage et de surveillance, service de nuit, sur le parcours Tizi-Ouzou-Ménerville et Ménerville-Palestro et ayant sauté sur une mine à minuit, le 15 août 1960, je n'ai jamais entendu dire par mes camarades que c'était le « pénitencier du bidasse ». Nous faisions notre travail avec conscience de notre mission et j'espère que d'autres personnes nous le confirmeront (H.M. G.A. n° 281).

M. B. B..., 93170 Bagnolet

★

...A l'époque, je ne connaissais pas ce lieu sous le nom de Bourhane et je pense qu'il y a une erreur. Ce poste se nommait « Berhoun » ou aussi, à cause de son marché, « Souk-Ouled-Nadja ». Je possède plusieurs photos de ce poste à l'époque qui témoignent de ces noms (H.M. G.A. n° 283).

M. L. R..., 69008 Lyon

★

...Je me permets de vous signaler qu'une erreur, qui a son importance, s'est glissée dans le n° 58, page 1709 *in fine*. Vous indiquez, en effet, que M. Barakrok, qui a fait l'objet d'un attentat à Paris le 28 novembre 1957, était sénateur. Cela est inexact, M. Barakrok n'a jamais appartenu à la Haute Assemblée.

J'apporte d'autant plus cette précision que, comme vous le savez, les sénateurs d'Algérie, dans leur quasi-totalité, ont constitué, en 1960, le R.D.A. (Rassemblement démocratique algérien) que j'ai présidé depuis sa création et dont la contribution à la solution du problème algérien a été soulignée par le général de Gaulle dans son livre *Mémoires d'espoir*.

M. Y. A..., 75-Paris (16[e])

TÉMOIGNAGE

C'est dans une ambiance lourde que, le 27 août 1959, le général de Gaulle entame son troisième voyage : une vraie « tournée des popotes ».

Veut-il tâter le pouls de l'armée avant de prendre une importante décision? L'un de ses proches me confiera que sa décision d'offrir l'autodétermination aux Algériens était déjà prise. Il était devenu indispensable de ménager l'opinion publique internationale en prenant une position de principe qui conduirait de toute manière à la solution la plus conforme aux intérêts de la France. Il s'agissait donc de dire à l'armée ce qu'on attendait d'elle pour cette « opération purement tactique » et de couper court par avance aux interprétations tendancieuses.

A Saïda, premier contact avec Bigeard. Certain que son propos sera rapporté, de Gaulle lui glisse : « Moi vivant, jamais le drapeau du F.L.N. ne flottera sur Alger. » Mais du balcon de l'hôtel de ville, il annonce : « Il s'agit d'une grande œuvre humaine qu'il faut réaliser sur des chemins nouveaux. » Brève halte au Mellab, au cœur de cet Ouarsenis, hier encore sous la coupe du F.L.N., où des milliers de musulmans clament leur confiance en la France.

Le soir, à Cassaigne, où les rebelles ont à peu près disparu, il parle de la « francisation de l'Algérie »; une nouvelle formule qui, sur le moment, n'inquiète personne.

Le marché de Telergma. ▶ Pour les soldats, un but de promenade et de distraction.

Le 28 août, à Orléansville, Massu, se faisant l'interprète de son entourage, exprime son inquiétude, en évoquant la défection de la Guinée. « Allons, réplique de Gaulle, n'ayez pas peur, Massu, Ferhat Abbas ne sera jamais à Alger ! »

A Bordj-bou-Arreridj, devant le commandant de secteur, un colonel marchant volontiers dans le sens de l'Histoire, le général se livre davantage; l'autodétermination, qu'il évoque, ne suscite aucun enthousiasme. Il laisse entendre que pour l'O.N.U. « il faut proposer quelque chose ».

A Tizi-Ouzou, le général Faure s'étonne du manque de fermeté de l'État. De Gaulle s'irrite.

Au P.C. « Artois », d'où Challe dirige l'opération « Jumelles », devant de nombreux officiers, le général dira d'abord sa satisfaction : « J'ai constaté les progrès importants effectués dans le sens de la pacification... La pacification sera menée jusqu'au bout. »

« Mais, ajoute-t-il, écoutez-moi bien ! Vous êtes l'armée de la France. Vous n'existez que par elle, à cause d'elle, pour

...Vous ne parlez pas assez des combats de l'Ouarsenis et pas du tout des « compagnies nomades d'Algérie ». Le P.C. des C.N.A. était à Alger, à la caserne d'Orléans. (Le premier commandant fut le lieutenant-colonel Bravelet.) Il y avait un groupe – le 1er – en Oranie. Le 2e groupe (cdt Le Bihan) vit son P.C. établi à Miliana, puis à Téniet-el-Haad, dès la fin de 1955. Le 3e groupe était dans le Constantinois. Le P.C. et la 6e compagnie du 2e groupe nomade étaient à Téniet-el-Haad, la 5e compagnie à Molière (ces deux compagnies, dans l'Ouarsenis), la 4e compagnie à Victor-Hugo, et la 14e, à Liébert (ces deux dernières compagnies, sur le plateau du Sersou). La 6e et la 5e compagnie avaient des mulets, ainsi que la 4e, la 14e ayant des chevaux. L'effectif était composé de musulmans en majorité (rengagés ou jeunes en-engagés) et d'Européens (de carrière ou engagés). Ces appelés vinrent renforcer les effectifs à partir d'avril 1956.

...Sur le plan des désertions de musulmans servant dans l'armée française, vous n'avez pas parlé de l'affaire des six ou sept jeunes officiers musulmans, en stage à Saint-Maixent, qui, à Pâques 1957 ou 1958, ont profité d'une permission pour déserter, gagner l'Italie et, de là, la Tunisie, pour rejoindre l'A.L.N. Que sont devenus ces hommes? J'ai cru reconnaître dans les journaux d'époque la photo d'un ancien collègue de l'école de Cherchell, Mokrane Aït Mehdi, fils d'un bachagha de Dellys (en stage d'élève sous-officier d'ac- ▶


Houssin

elle et à son service. C'est votre raison d'être... Celui que je suis doit être obéi. »

Challe, que de Gaulle a mis au courant de ses intentions, ne dissimule pas son inquiétude. C'est, pense-t-il, rendre aux rebelles un espoir qui chaque jour s'estompe. Traversant Tizi-Ouzou, le général de Gaulle désignant les Kabyles attablés à la terrasse des cafés maures, lance : « Ça, des Français? Ils ne se lèvent même pas quand passe le président de la République ! »

Le 16 août, donc bien avant que l'autodétermination eût été officiellement évoquée, le G.P.R.A., averti par ses informateurs au sein du ministère, avait déclaré : « La seule solution possible est une Algérie indépendante. » Ce qui infirmait l'assurance témoignée le 10 septembre par le général de Gaulle devant Pinay : « C'est fini, la guerre est terminée, les gens du F.L.N. seront ici demain, après-demain, avant huit jours, et ce sera la capitulation complète. Ils demanderont la paix, à genoux ! »

Un cousin du général de Gaulle, qui demeurait à Alger, disait : « Mais qui le renseigne ainsi de façon si tendancieuse? »

Il est vrai que Pinay venait proposer au général d'approcher lui-même le F.L.N. qui lui avait fait des ouvertures, disait-il. Dans un message intercepté et déchiffré, le F.L.N. affirmait au contraire que l'ouverture venait d'un membre du cabinet de Pinay.

Le G.P.R.A. déclare que les propositions du général de Gaulle ne l'intéressent pas, qu'il est le seul représentant du peuple algérien. « Au demeurant, affirme Ferhat Abbas le 28 septembre, rien de valable ne pourra se faire avant le départ de tous les soldats français. »

Aussi, lorsque de Gaulle, quelques semaines plus tard, déclarera attendre les émissaires du F.L.N., le G.P.R.A., fin novembre 1959, désignera les cinq internés de l'île d'Aix pour le représenter !

C'était la fin d'une nouvelle illusion.

Le 28 octobre, de Gaulle adresse à l'armée un message qui doit dissiper les doutes. En voici les passages essentiels :

« Dans le présent, il s'agit de pacifier complètement et humainement cette terre d'épreuves, d'y promouvoir le développement économique et social, de donner aux Algériens des diverses communautés toutes raisons morales et matérielles de vouloir être unis à la France. Plus tard, après un délai qui, vraisemblablement, sera de l'ordre de plusieurs années, il s'agira d'assurer la liberté et la dignité de la consultation par laquelle les Algériens décideront eux-mêmes de leur destin. »

Et le chef de l'État ajoute : « La réussite exige votre action et votre cohésion suivant la voie que j'ai tracée. »

Général J...

Opinions...

tive à Cherchell de novembre 1954 à avril 1955). Je voudrais savoir si ce fait est exact.

M. Cl. A..., 59460 Jeumont

★

...Je vous signale qu'après les « succès » de Buis en 1958 il a fallu mener dans le secteur de Bordj-bou-Arreridj, en juin 1959, une opération dite « Étincelle » pour démolir ce qui restait tout de même. Bilan : 430 H.L.L. hors de combat, 690 armes récupérées. Les katibas détruites en 1958 ne se portaient pas mal.

En 1960, les fellaghas capturés en wilaya racontaient qu'on traversait le secteur de B.B.A. beaucoup plus facilement que les Champs-Élysées.

On remit donc ça en mai 1960 : opération « Flammèches » (H.M. G.A. n° 281).

Gal J..., 21-Dijon

★

N° 65, page 1894. A cette page, vous publiez une photo tenant tout le haut, plus exactement toute la largeur, avec, dans son angle supérieur gauche, une photo plus petite représentant M. Ortiz et son épouse. Et la légende précise que la vue qui se trouve sur la grande photo est celle de Guyotville, ville natale d'Ortiz. C'est inexact. Non pas que je veuille dire par là que M. Ortiz n'est pas né à Guyotville. Je l'ignore totalement. Mais la vue ne représente pas du tout Guyotville, mais la petite agglomération de Cap-Caxine, entre Pointe-Pescade et Guyotville, qui se trouve plus à l'ouest.

M. R. B...,
13470 Carnoux-en-Provence

(à suivre)

TÉMOIGNAGE



Martino

Pour ces chasseurs alpins en patrouille, la tasse de café de l'amitié traditionnelle.

(Suite de la page I)

étape. Deux jours se passent. Un convoi du 7e B.C.A. arrive. Ils roulent les mécaniques, les mecs ! Gros baroudeurs ! Nous, au 7, on en voit des vertes et des pas mûres ! C'est pas comme ces planqués de tringlots. Impressionnés, on est !

Les Ouadhias. Le P.C. du bataillon, en attendant l'affectation dans une compagnie. Quatre, y en a. La 1re, dans le Kouriet, Agouni-Fourou ; la 2e, dans le bled aussi, à Tiki-Chourt. La 3e, aux Ouadhias, et la 4e dans le bled, au pied de la Main-du-Juif, à Souk-el-Larba. Deux ou trois jours peinards. Foyer. Romans polars. Puis affecté à la 3e, 2e section.

A partir de ce moment, opérations, bringues au retour, convois à Tizi, b... chez Mme Simone, à la Maison des oiseaux, patrouilles, embuscades de jour, de nuit, accrochages, retour au camp, bringue, nomadisation, opé, accrochage. Je vous raconterai pas ici. Trop long. Un bouquin de 500 pages, il me faudrait. Mai 58 arrive. La 56-1B qui devait être libérée ! Trois mois de rab pour la troupe, six mois pour les sous-off et les officiers. Vachement heureux, les mecs !

Propagande électorale. Référendum. Muté en poste aux Ouadhias-Tribus. Dans le bled. Patrouilles, embuscades, parties de rami, poker, tarots, belote, bringue au foyer, jaunisse ! Tizi, à l'hosto. Stop ! REPOS. Sortie de l'hosto. La quille. Rapatrié sanitaire.

Les bougnoules, les ratons, qu'est-ce qu'on a pu en parler ! Les traiter de salauds, de fumiers ! Fallait bien que j'en tienne une sacrée couche, à cette époque ! Fallait bien que je sois c... ! Et dire que des ouvriers, des paysans français, des exploités, prenaient parti contre les Algériens, exploités eux aussi ! C'est à croire qu'il y a beaucoup de masochistes sur terre !

L'armée vous prend un enfant, elle vous rend un homme ! Je ne suis pas devenu tout de suite un être humain, non, mais maintenant j'espère l'être. Et dans le fond, je me demande si ce n'est pas grâce à l'armée que je suis homme et non français.

J.-C. S..., 61300 L'Aigle

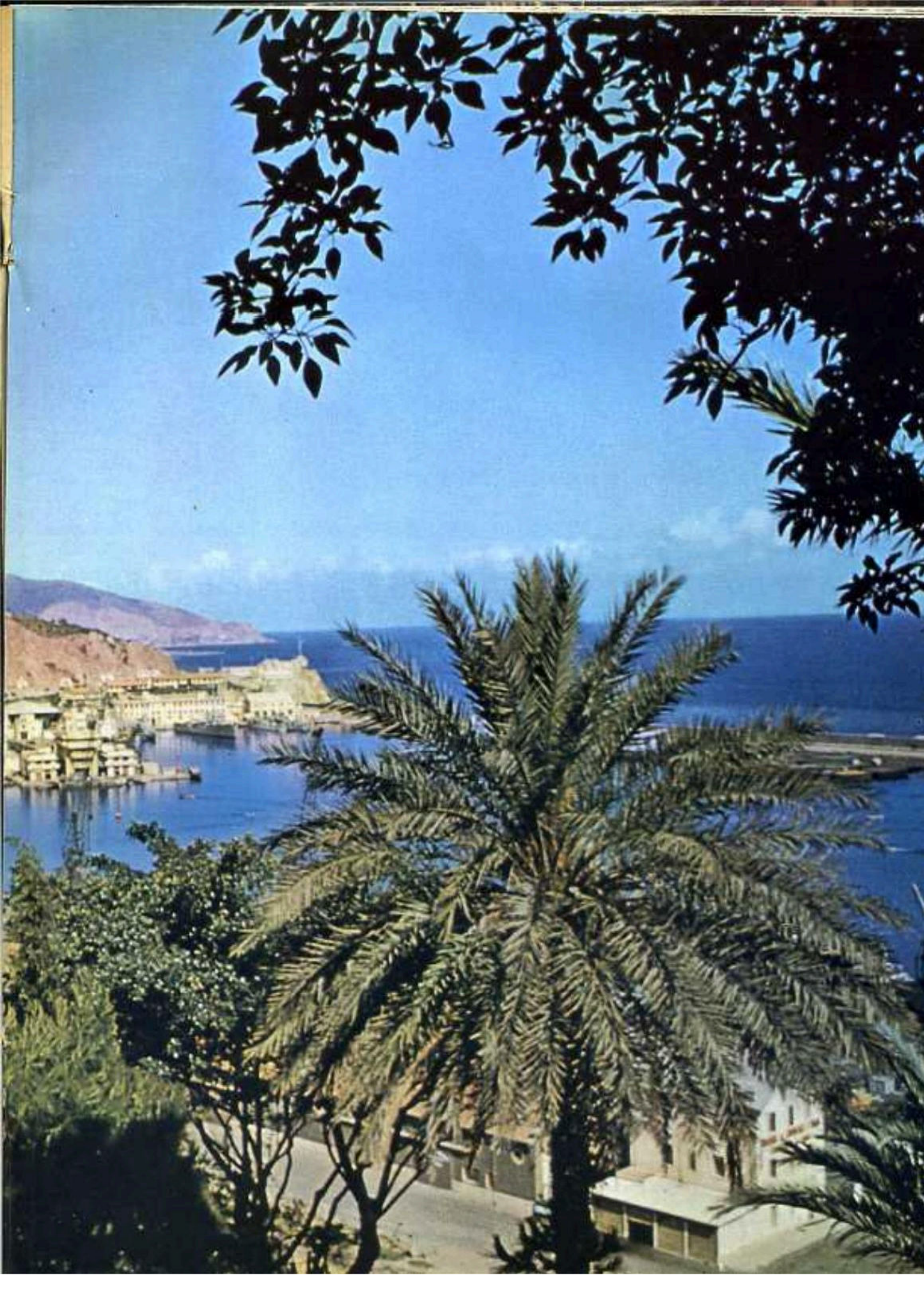


LA GUERRE D'ALGÉRIE

I. Numéros parus :



Le port d'Oran. Des constructions élevées au cours de l'occupation espagnole, il ne reste plus aujourd'hui que le bâtiment dit de Sainte-Marie, qui date de l'an 1764.





ALGER : LES DERNIÈRES H

Le 25, l'état d'esprit de la population est très sombre.

Il faudra attendre encore vingt-quatre et même quarante-huit heures pour que le camp retranché se peuple de nouveau et que la confiance revienne.

C'est durant cette période trouble que les chefs de l'insurrection prennent un certain nombre de précautions. Ils s'organisent de leur mieux et confient au lieutenant Sanne, de l'état-major Massu, le soin de leur préparer un plan de tir (le fameux plan de tir) afin de pouvoir réagir avec un maximum d'efficacité contre une éventuelle agression des forces de l'ordre.

Sanne, très vite, va disposer de moyens accrus. A l'intérieur du réduit, on a profité de ce répit pour mieux s'armer. D'autre part, le général Gracieux a nommé Sapin-Lignières commandant en chef des U.T. et Sapin-Lignières a placé le P.C. des U.T. au lycée Delacroix, au centre même du camp retranché.

Pour tous les insurgés, il semble que l'armée donne sa caution à la révolte. Si bien qu'il y aura, dès le 27, de 10 000 à 12 000 hommes en armes à l'intérieur du périmètre des barricades.

La foule se presse sur le plateau des Glières. La fraternisation est totale entre les paras qui encerclent le camp et les insurgés. Le 5e bureau d'action psychologique aide de son mieux les insurgés dans leur propagande.

Les chefs de l'insurrection commencent peu à peu à étendre leur audience sur toute l'Algérie. Grâce à l'appui des syndicats, la grève générale est proclamée. Une communauté d'action tactique est établie avec les parlementaires.

C'est à cette période que l'on apprend le voyage de Michel Debré et que l'on sait que le séjour à Alger du premier ministre a été marqué par des incidents, à savoir que le colonel Argoud a refusé de lui serrer la main, à savoir qu'il s'est trouvé devant trente colonels lui déclarant : « Nous, nous sommes avec les patriotes des barricades. »

Le discours du colonel Bigeard, dont le prestige dans la population est presque aussi grand que celui de Massu, va créer une atmosphère de liesse dans les barricades et à travers toute l'Algérie européenne.

Cet optimisme va durer jusqu'au départ de Delouvrier et de Challe pour Reghaïa, qui va marquer un tournant extrêmement important.

Vendredi 29 janvier. Dans le camp retranché, on ne pensait pas encore à négocier une reddition.

Au cours de la nuit, quatre hommes, déguisés en parachutistes, avaient tenté d'occuper les locaux de la radio, rue Hoche.

Depuis moins de vingt-quatre heures, un hélicoptère blanc stationnait sur la terrasse d'un des bâtiments annexes des

Lire en page 8
La conférence de presse d'Alain de Sérigny

L'ÉCHO D'ALGER

RADIO-CAMP RETRANCHÉ

Le général de Gaulle maintient le cadre de sa *politique du 16 septembre*

"L'ordre public devra être rétabli. Les moyens à employer *pour que force reste à la loi pourront être de diverses sortes*"

Des milliers d'Algérois, stoïques sous des trombes d'eau, ont apporté hier aux patriotes des barricades

"L'armée garantira la liberté complète et sincère de la consultation"

◄ *L'Écho d'Alger* commente le discours que le général de Gaulle a prononcé la veille au soir à la télévision. Pour manifester à l'armée qu'il « était » l'armée, le chef de l'État avait pris soin de revêtir son uniforme. Tout Alger l'avait écouté avec une grande attention.

Le camp retranché des facultés. En haut, les U.T. veillent. Pierre Lagaillarde a instauré des tours de garde, des patrouilles. Une cour martiale, même, sera instituée. Chez lui règne une discipline qui contraste avec le débraillé bon enfant du P.C. de Jo Ortiz.



Le réduit des facultés, le soir. Lagaillarde refuse l'ultimatum et fait distribuer des tracts à la population : « Les facultés vont devenir un nouvel Alcazar, seule la foule peut empêcher l'assaut. Venez défendre vos maris, vos fils, vos pères. »

P. Ribeaud

URES DE L'INSURRECTION

facultés. Il avait été pris par surprise à la compagnie « Gyrafrique ».

La veille aussi, la mairie d'Alger, ainsi que la préfecture, avaient été occupées par des U.T.

A 9 h 30, cependant, les colonels Dufour et Broizat rencontrèrent, dans l'immeuble de la Compagnie Algérienne, 1, rue Charles-Péguy, Ortiz, Lagaillarde, Sapin-Lignières, Forzy et Susini. Ils demandèrent aux insurgés de prendre comme base de discussion le discours du délégué général du gouvernement, Paul Delouvrier. Ortiz traiterait des problèmes politiques, Lagaillarde des questions militaires. Les deux chefs politiques en acceptèrent le principe, à la surprise des deux colonels.

Les derniers desperados

A 14 h 30, le colonel Yves Godard, chef de la Sûreté à Alger, rencontra Lagaillarde dans un immeuble proche de la rue Michelet et lui demanda de se rendre sans condition. Le chef du réduit des facultés refusa.

A 16 heures, au corps d'armée d'Alger, les colonels Argoud, Jacquelot, Dufour et Broizat, ainsi que le général Arfouilloux, s'entretinrent avec Ortiz et Lagaillarde, sans parvenir à un accord.

Chacun restait sur ses positions en attendant le discours qu'allait prononcer le soir même Charles de Gaulle, avec le secret espoir qu'alors tout allait pouvoir s'arranger. Cette allocution allait marquer un tournant.

Dès le lendemain matin, samedi 30 janvier, le camp retranché, lâché par ses derniers soutiens militaires, allait se retrouver à l'heure de la négociation.

Devant le danger toujours plus pressant, devant la fuite des troupes, devant les tentatives de suicide à l'intérieur du réduit, une seule issue s'offre aux responsables : une reddition honorable. Et cela, malgré la menace de Guy Forzy au général Gracieux, de faire tout sauter.

Déjà, les « barricades » sont isolées de la foule par un solide cordon de camions et de parachutistes à béret vert.

La foule qui se presse devant la grande poste ne peut qu'apercevoir ses héros qui montent une garde vigilante derrière les murs de pavés ou sur le toit des immeubles.

La grande fraternité entre les insurgés, l'armée et le peuple, est morte en cette journée grise et pluvieuse de janvier.

Le docteur Pérez en a déjà profité pour quitter le camp retranché et se perdre dans la ville.

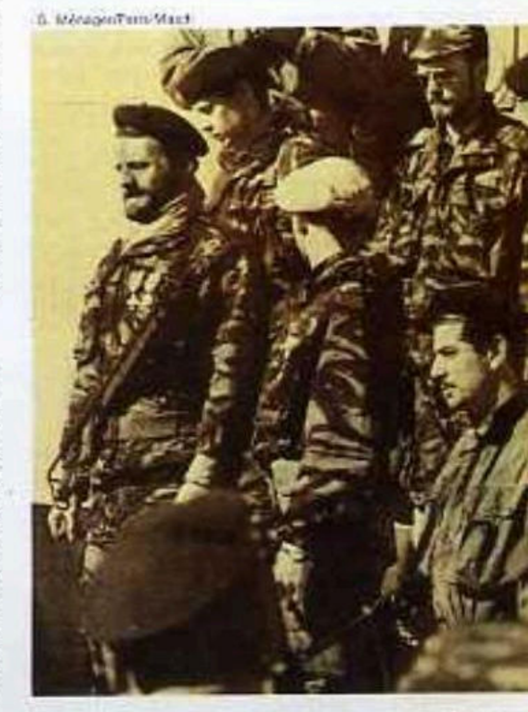
Le dimanche se passa calmement, en ▶

Keystone



A gauche : le colonel Dufour. Il sera chargé de contacter les deux chefs de l'insurrection pour leur faire part des conditions de la reddition exigée par le gouvernement. *A droite :* Pierre Lagaillarde à son P.C., avec ses hommes.

G. Ménager/Paris-Match



LES DERNIÈRES HEURES...

personne ne devait plus jamais revoir Jo Ortiz en Algérie

contacts multiples avec des officiers de tout grade. Cependant, rien de sérieux ne prenait corps. Un seul événement à noter, un prêtre d'origine kabyle, l'abbé Georges Dahman, malgré l'opposition de la hiérarchie, avait eu le courage de venir apporter la communion aux hommes des barricades.

Les derniers desperados du camp retranché se sentaient seuls. Seuls contre la France, seuls contre le monde entier. Non, ils n'étaient pas seuls, le peuple d'Algérie était à leurs côtés. Mais le peuple d'Algérie ne pouvait rien.

Sans escorte et sans arme

Lagaillarde, pour les questions militaires, et Ortiz, pour les problèmes d'ordre politique, étaient réunis depuis quelques instants avec le colonel Dufour au 2ᵉ étage de la Compagnie Algérienne, dans ce même petit bureau où avait été décidée, une semaine auparavant, presque heure pour heure, l'érection des barricades.

Les deux leaders de l'insurrection, réconciliés grâce aux bons offices de J.-J. Susini, qui n'avait cessé, durant cette longue semaine, de faire la navette entre la Compagnie Algérienne et les facultés, faisaient face au plénipotentiaire du général en chef, Maurice Challe, et de Paul Delouvrier.

Dufour, la voix grave, presque caverneuse, où perçait l'émotion, attaqua :

« Il faut en finir, et voici ce que j'ai décidé : vos hommes sortiront individuellement, en armes, ils seront emmenés dans des camions et seront ensuite désarmés par la troupe. Les pouvoirs publics, je vous le promets, auront à leur égard la plus grande compréhension. »

Lagaillarde répliqua :

« Mon colonel, il faut que nous fassions part de votre proposition à nos hommes avant de vous répondre. »

Ortiz et Lagaillarde quittèrent la pièce, le visage tendu, les épaules voûtées. Ils étaient presque à bout de résistance.

Le chef du F.N.F., pressé par Mᵉ Jean-Baptiste Biaggi et le député poujadiste Jean-Maurice Demarquet, qui lui firent valoir que, s'il se rendait, il serait fusillé, changea de vêtements et, sans en avertir son état-major, qui d'ailleurs n'était plus que de deux personnes : Marcel Ronda et Jean-Jacques Susini, disparut dans la nuit. Personne ne devait plus le revoir sur la terre algérienne.

Après cette disparition, Dufour n'eut plus qu'un seul interlocuteur : Pierre Lagaillarde, Susini et Ronda ayant, avec certains de leurs hommes, abandonné la Compagnie Algérienne pour rejoindre le réduit des facultés. Non sans avoir, au préalable, conseillé à leurs troupes de choc de disparaître dans la nuit.

Le lundi, à 3 heures du matin, le colonel Dufour, sans escorte et sans arme, franchit, de son pas souple de

◄ Le ravitaillement des insurgés se fait à l'aide de paniers descendus au bout d'une corde, puis remontés pleins de victuailles sous l'œil indifférent, voire complice, des paras chargés de les surveiller. Ravitaillement très largement assuré puisque l'on verra les « assiégés » offrir aux « assiégeants » des oranges par cageots entiers.

G. Ménager/Paris-Match



◄ C'était encore le temps où Jo Ortiz et Lagaillarde s'adressaient à la foule nombreuse, massée au pied du « P.C. Ortiz » ; le temps où le chef du F.N.F., entre la diffusion de deux marches militaires, tenait des propos virulents contre de Gaulle et sa politique. Le temps où l'on pique-niquait au camp retranché.



◄ Des rues entières ont été dépavées pour élever les barricades ; les tramways ne passent plus ; la vie, à Alger, semble suspendue. Mais à partir du vendredi, l'insurrection, d'heure en heure, va pourrir. Bientôt, les rêves les plus fous se seront évanouis, dilués dans la pluie qui tombera sur Alger. Les grandes heures des barricades sont bien terminées.

Au P.C. de Pierre Lagaillarde, on se concerte. Devant l'échec, Lagaillarde va agir en desperado : « Si l'on tire sur moi, annonce-t-il, je fais sauter tout Alger. J'ai vingt bonbonnes d'acide fluorhydrique. Il y aura cent mille morts. » Mais Delouvrier refuse de céder au chantage et donne au général Crépin l'ordre d'enfoncer les barricades. ►



baroudeur, la zone interdite et se présenta aux facultés.

Lagaillarde lui tendit une chaise, le capitaine Forzy se tenait aux côtés de son chef. Il prit la parole pour expliquer au colonel de la légion qu'il désirait que ses hommes fussent autorisés à combattre le F.L.N. aux côtés de l'armée et que, d'autre part, des garanties fussent obtenues en ce qui concernait Lagaillarde.

« Je reviendrai dans la matinée », déclara Dufour, qui retourna s'entretenir avec ses supérieurs.

Dans le petit matin blême qui se levait sur Alger, Lagaillarde rassembla ses hommes, leur fit former les faisceaux et leur demanda d'attendre. Déjà, il acceptait tacitement les dernières conditions que Dufour allait lui soumettre.

Dans la cour intérieure de la fac se tenait le colonel Brechignac, commandant le 9ᵉ R.C.P., au milieu de son état-major.

L'ambiance était tendue à l'extrême. Le sentiment de l'échec et la fatigue aidant, les hommes étaient nerveux.

Lagaillarde lui-même n'y échappait pas. Ce qui l'entraîna à un échange de mots aigres-doux avec Brechignac.

Enfin Dufour arriva. Il serra la main au député, puis, sans laisser le moindre temps mort, se tourna vers les cinq cents hommes rescapés de cette pénible semaine et de sa voix forte leur dit :

« Vous avez obtenu des conditions de soldats. Vous sortirez en formations constituées et en armes. Mon unité vous rendra les honneurs. Je le prends sur moi. J'ai obtenu aussi pour vous l'immunité judiciaire, sauf pour ceux qui seront reconnus, après enquête, coupables de meurtre envers les gendarmes mobiles, mais je suis sûr qu'il n'y en a pas parmi vous. Ceux qui veulent combattre les fellaghas pourront s'engager dans les unités opérationnelles qui seront rattachées au 1ᵉʳ R.E.P. Ceux qui le voudront pourront rentrer chez eux, après avoir déposé leurs armes. Seuls, Ortiz et Lagaillarde se tiendront à la disposition du gouvernement. »

La volonté de combattre

Il ne restait plus qu'à régler les formalités de sortie. Dufour poursuivit, s'adressant à Lagaillarde :

« Vous tournerez à droite dans le boulevard Laferrière. Les camions seront rangés dans l'allée qui coupe le square en diagonale. Vos hommes, au fur et à mesure de leur arrivée, monteront dans les camions, qui les amèneront au camp de Zéralda. »

Il était 11 heures.

Une heure plus tard, à midi, alors que le soleil avait réussi à percer les nuages, Lagaillarde, sanglé dans sa tenue camouflée, le Mat 49 lui barrant la poitrine où pendaient ses décorations, se mit au garde-à-vous face à ses hommes. Son commandement claqua :

— Formez les rangs !

Les cinq cents hommes se réunirent en carré derrière leur porte-drapeau. Les harkis étaient là aussi. Ils avaient rejoint le camp retranché quarante-huit heures plus tôt avec, à leur tête, l'adjudant-chef André Orsini.

Les plus irréductibles firent entendre un murmure.

Lagaillarde, conscient de cette tension et désireux de calmer ses hommes, s'adressa une dernière fois à eux :

— Le moment est venu de se séparer. C'est la nuit qu'il faut croire à la lumière. Il est rare, dans cette vie, qu'un homme puisse en regarder d'autres, dans des moments pareils, avec des yeux aussi limpides.

» Ne regrettez rien. Les combats ne se transforment pas toujours en victoires. ►

et le peuple algérois, ple

◄ Quand Lagaillarde et ses hommes sortiront du réduit des facultés et défileront dans les rues d'Alger, avec le drapeau de l'Amicale des anciens du 3e, les paras du colonel Dufour présenteront les armes.

Mais l'homme n'est jamais vaincu quand il conserve au plus profond de lui-même la volonté de combattre.

» Au revoir, mes amis !

Sans attendre, il commanda :

— Rassemblement ! Colonne par deux !

Et il prit la tête de la colonne qui s'ébranla vers la rue Charles-Péguy.

Le premier, il franchit la grande barricade de son pas souple, presque sans la voir, le regard lointain.

Le peuple d'Alger faisait la haie sur le passage des patriotes, applaudissant et pleurant. Boulevard Laferrière, les parachutistes étaient là, figés au garde-à-vous. A droite, les bérets verts de Dufour, à gauche, les bérets rouges de Brechignac.

La foule s'était massée au pied des escaliers de la grande poste, contenue par un double barrage de chasseurs alpins et de parachutistes.

L'émotion était communicative ; un reporter de *Rivarol*, Georges Bousquet, jeta son carnet de notes et son stylo pour rejoindre les insurgés qui, déjà, grimpaient dans les camions couleur de sable du R.E.P.

Les officiers serrèrent à tour de rôle la main de Pierre Lagaillarde. Son père, en tenue de territorial, vint l'embrasser.

Le jeune député d'Alger monta dans une jeep. Le panneau de plexiglas se referma. La jeep monta le boulevard Laferrière, tourna rue Berthezène. Au même moment, la longue colonne de G.M.C. s'ébranla.

Alors que, le soir même, Pierre Lagaillarde dormait dans une cellule de la Santé, cent vingt rescapés du camp retranché, avec Ronda, Susini, Forzy et Pérez qui les avaient rejoints, se préparaient à passer leur première nuit au camp du 1er R.E.P. à Zéralda.

Ces cent vingt hommes, sous les ordres du capitaine Forzy, formaient l'unité dite « commando Alcazar », ce commando qui devait valoir une immunité totale à ceux qui en feraient partie.

Le rôle de ce commando avait été défini par Dufour comme devant être celui de « nettoyeur de gibier », c'est-à-dire qu'en opération il devrait se trouver au centre d'un dispositif constitué par plusieurs régiments de parachutistes et de légion qui devaient rabattre les rebelles sur lui.

Mais très vite le pouvoir est intervenu pour que tel ne fût pas le cas.

Avec les "loups des djebels"

On ne voulait pas que ce commando se maintînt au-delà d'un mois, ce qui expliquera sa rapide dissolution.

Après quelques jours seulement de présence à Zéralda, le commando quitta la base arrière du 1er R.E.P. pour rejoindre Telergma, dans le Sud algérien.

Là, les hommes abandonnèrent leur vieux matériel, leur uniforme, pour être équipés à neuf et être inclus au sein du 2e régiment étranger de parachutistes.

Après un très, très bref entraînement,



Lagaillarde s'est ► rendu. Pâle, le visage crispé, il va traverser la ville à la tête de ses troupes. Sur son passage, une foule clairsemée. Et des cris : « Merci, Lagaillarde. » Des hommes pleurent. Pour Lagaillarde, tout est fini. Son immunité parlementaire ne le protégera pas. Dans la soirée, il sera transféré à Paris et incarcéré à la prison de la Santé.

...ant et applaudissant, faisait la haie sur le passage des derniers insurgés





À gauche : l'hélicoptère de Lagaillarde. Mais le jeune député ne l'utilisera pas. Jusqu'au bout, il restera avec ses hommes. *A droite :* il s'adresse à la foule.

le commando, où le moral était encore extraordinaire, partit en opération près de Chekfa, Petite Kabylie. Dans une région que l'autorité militaire avait déclarée « zone interdite » et où se promenait le commando zonal de Si Mostefa, lequel avait assassiné une dizaine de chasseurs alpins à l'arme blanche quelque temps auparavant et avait égorgé une douzaine de légionnaires parachutistes.

Le commando resta en opération dans le secteur pendant une dizaine de jours. Travail pénible, auquel ces hommes, peu entraînés, n'étaient pas habitués.

Cependant, le goût de la lutte avait vite pris le pas sur la fatigue. Et chacun mettait du sien pour se montrer à la hauteur de ces « loups des djebels » qu'étaient les hommes à béret vert.

Après cette période de ratissages et de bouclages permanents, sans résultats, le commando rejoignit sa base arrière. Et c'est là que l'attendait une amère surprise.

L'ancienne cellule de Djamila Bouhired

J.-J. Susini et J.-C. Pérez furent appelés au P. C. du colonel Lefort, où se trouvait le colonel Dufour, qui arrivait d'Alger : ce dernier alla droit au but :

« Je suis l'objet, de la part de la Délégation générale, de très vives pressions. Evidemment, on m'a demandé de vous arrêter et de vous ramener à Alger. Vous êtes libres de faire ce que vous voulez. Si vous voulez fuir, sachez que je ne m'y opposerai pas. Mais sachez aussi qu'il y va de mon commandement et de mon régiment. »

Forzy, qui avait rejoint les deux hommes, tenta de s'interposer en menaçant de mettre tout le « commando Alcazar » en dissidence.

Mais Susini et Pérez estimèrent sage et utile pour l'avenir de ne pas accepter la proposition de Forzy et de sauvegarder le commandement de Dufour et l'intégrité du 1[er] R.E.P.

Dufour put donc ramener sans incident Susini et Pérez jusqu'à Zéralda.

Arrivés dans cette localité, les deux hommes, libres de leurs mouvements, déjeunèrent avec le colonel Dufour au mess des officiers. C'est durant l'après-midi qui suivit que Pérez et Susini firent la connaissance de Roger Degueldre puisqu'il leur tint compagnie pendant quelques heures avec le lieutenant Coatalem.

En fin de soirée, le commandant Martin, du 1[er] R.E.P., conduisit les deux « prisonniers » à la caserne des Tagarins, pour subir les premiers interrogatoires.

Le soir même, Susini et Pérez couchaient dans la cellule qu'avait occupée avant eux la poseuse de bombes Djamila Bouhired à la prison de Maison-Carrée.

Au « commando Alcazar », le moral avait disparu. Encore une fois, les promesses faites n'avaient pas été tenues. Les hommes ne se doutaient pas encore jusqu'à quel point puisque, sans en avoir été avertis, au mois d'avril, le commando fut dissous et ses membres furent renvoyés à la vie civile alors qu'ils avaient signé un engagement pour tout le temps que devait durer la guerre. H

Pierre DEMARET



◄ Femmes et fillettes kabyles en robes de fête. Le F.L.N., dès l'aube de la révolution, avait interdit l'une des plus célèbres fêtes kabyles, la *timchret*, estimant inutiles les dépenses qu'elle occasionnait à un moment où les maquis avaient tant besoin d'argent pour la poursuite de la guerre.

Groupe d'autodéfense. ► 160 000 musulmans, en septembre 1959, contre 100 000 un an plus tôt, combattent avec les Français. Et plus des deux tiers, dont les 25 000 des « groupes d'autodéfense », sont venus s'engager volontairement, ce qui montre le désir de beaucoup de s'intégrer à la France.

PUIS MOULOUD N'ALLA PLUS A TIZI-HIBEL...



◄ Dans les Beni-Douala, les fêtes succèdent aux fêtes. Un jour, un marché est achevé, un autre jour, une route est inaugurée « dans les flonflons et les bravos ». Et les fillettes, une fois de plus, mettent leurs belles robes.

Dans la petite gendarmerie blanche, proche de la S.A.S. des Beni-Douala, il se passa, ce matin-là, des choses étranges. L'homme avait une soixantaine d'années, l'air épuisé, le regard affolé. Il dit qu'il s'appelait Belkacem Derridj, qu'il arrivait de Tizi-Hibel et qu'il voulait voir tout de suite le brigadier, ajoutant :

— C'est très, très urgent.

Puis, presque à voix basse :

— C'est une question de vie ou de mort !

On ne le fit pas attendre. Là, sans préambule, Derridj demanda au brigadier d'appeler la S.A.S., insistant pour qu'on demandât au capitaine Oudinot de venir immédiatement. Le brigadier le regarda :

— Allez plutôt à la S.A.S. C'est à côté !

— Non, fit Derridj. Il y a trop de monde. Je ne veux pas qu'on me voie.

On téléphona à Oudinot.

— Il est de quel village ? demanda-t-il.

— Tizi-Hibel. Il paraît que c'est grave !

Tizi-Hibel ? Oudinot repensa soudain à la lettre, postée à Alger, qu'il avait

reçue récemment. Elle était signée de deux initiales, et dans une sorte de S.O.S. demandait, pour Tizi-Hibel, une implantation militaire, très vite, car il se passait là-bas « des choses terribles ».

En la repliant, le capitaine avait haussé les épaules : « Comme si je pouvais sortir des effectifs de mes poches ! » Depuis des mois et des mois, Tizi-Hibel boudait la S.A.S. Aucun renseignement ne transpirait de ce petit village allongé sur une crête, au sud-est de Fort-National, entre le mur du Djurdjura et la vallée de l'oued Aïssi. Ni le toubib ni Miss Hélène, l'infirmière, n'avaient eu plus de chance avec « la bulle », le camion de l'assistance médicale gratuite. A croire qu'on avait une santé de fer à Tizi-Hibel ! Ou que Tizi-Hibel était irréductiblement allié aux « fells ». La lettre, bien sûr ! Mais une lettre dénonçant un certain Guerrib Mouloud, chef de l'O.P.A., c'est-à-dire une chose qu'on savait déjà, ce pouvait être un règlement de comptes personnel.

— J'arrive tout de suite, fit Oudinot.

Il rafla son képi, planta là ses « consultants » du mercredi matin, sauta dans sa jeep, et deux minutes plus tard, il se retrouvait en face de Derridj :

— La lettre d'Alger, c'était toi ?

— Oui, mon capitaine, et tu n'as rien fait !

— Faire quoi ? Avec des gens qui se taisent ! Guerrib Mouloud ? On le sait qu'il existe ! Tu peux me dire où il est, toi ?

Derridj baissa et releva la tête deux fois, en regardant Oudinot.

— Assieds-toi, mon vieux, et raconte.

— Je raconte si tu promets que tu sauves Tizi-Hibel, dit Derridj. C'est une question d'heures. On tue des gens toutes les nuits, là-bas. Je n'y retournerai pas sans l'armée.

— Et les villageois ?

— Ils n'attendent que ça !

— Pourquoi ne l'ont-ils pas dit plus tôt ?

— Parce que personne ne voulait parler.

— Toi, pourquoi tu parles ?

— Parce que l'exécution d'une vingtaine de villageois, dont ma famille, est décidée. J'étais parti pour Alger, je me disais qu'en m'exilant, on laisserait ma ▶



Un soldat traverse un petit village kabyle. Grâce ▶ à la présence des forces de l'ordre, le « temps de la peur » avait enfin pris fin. La paix ! Bientôt, les femmes kabyles n'auront plus que ce mot à la bouche.

▶ PUIS MOULOUD...

le vieil homme se glissa dans l'ombre

famille en paix. Après, je suis allé à Tizi-Ouzou, chez un de mes fils. C'est là que ma femme est venue me prévenir, avant-hier soir. Elle est venue à pied, à travers la campagne. Je ne pouvais pas laisser faire ça. Alors, hier, je suis remonté à Tizi-Hibel. Cette fois, je savais que je sauverais le village ou que nous y resterions tous ! J'ai passé la nuit hors de la maison, parce que personne ne sait que je suis revenu. Ce matin il y avait trop de monde à la S.A.S. Je n'ai pas osé insister pour te voir. J'ai préféré te faire appeler ici. Je t'apporte le ralliement de Tizi-Hibel, mon capitaine. Tous les autres villages suivront. Ils ont compris maintenant !

— Il vous a fallu trois ans !

— Je sais..., fit Derridj, mais mets-toi à notre place !

— Ce soir, promit Oudinot, on commence par sortir ta famille de ce merdier !

Debout sur une jeep, fusil en bandoulière

D'abord, sauver la famille Derridj, la plus menacée. On avait vu le vieux Derridj à la gendarmerie. L'O.P.A. avait ses informateurs, ce qui pouvait précipiter son action, la déclencher la nuit même. Ensuite, le lendemain, encercler le village, coincer Guerrib Mouloud.

— Mais le village, vous y resterez ? demanda Derridj.

Pour y rester, il fallait l'accord du commandant de quartier ; il fallait y détacher un poste, obtenir des fusils, pour que Tizi-Hibel pût assurer son autodéfense. Autant de questions à régler. Autant de questions réglées : l'importance de ce qui était en train de se passer balayait toutes les restrictions.

Le soir même, Derridj, Oudinot et quelques hommes en armes se rendent à Tizi-Hibel. Ils opèrent en commando. Derridj n'a rien confié de ses projets à sa famille. Sa femme, ses gosses, sa fille aînée, Madeleine (les Derridj sont chrétiens) le croient aux mains de l'O.P.A.

Oudinot et ses hommes se mettent en protection autour de la maison et quand le vieil homme se glisse dans l'ombre pour aller frapper à sa porte, on ne lui ouvre pas. Derrière cette porte, on pense que c'est l'O.P.A. qui commence sa sinistre tournée. Il est obligé de passer par le toit, de se laisser retomber dans la cour intérieure. Madeleine, sa fille, le reconnaît. Elle va parler. Derridj d'un geste lui impose silence.

— Va prévenir ta mère et les enfants, chuchote-t-il. Il faut quitter la maison cette nuit même. Préparez-vous sans un mot. J'ouvre la porte. Nous sortirons les uns après les autres.

◀ Un hélicoptère amène une école préfabriquée. A Tizi-Hibel, l'école des garçons, construite vers 1890, avait été incendiée en 1956 par le F.L.N. C'est sur ses bancs que l'écrivain Mouloud Feraoun avait appris le français.

Camus/Paris-Match

Maintenant que les gens de l'O.P.A. ont été chassés des villages, la population a repris ses habitudes. Les femmes peuvent se rendre sans crainte à la fontaine ou aux jardins et bavarder interminablement dans la rue tandis que les hommes veillent.



Camus/Paris-Match

◀ Les petits garçons du village sont venus voir leur future école, qui s'élève rapidement. Rien ne manque : ni les tables, ni les chaises, ni la bonne volonté. Allons, la rentrée d'octobre pourra se faire dans de bonnes conditions.

— Mais où irons-nous ? souffle Madeleine.

— A la S.A.S.

Elle regarde son père, stupéfaite :

— A cette heure-ci ?

— Le capitaine est dehors. Avec du renfort. C'est lui qui nous protège.

Les uns après les autres, Madeleine, sa mère, les gosses et Derridj se coulèrent hors de la maison.

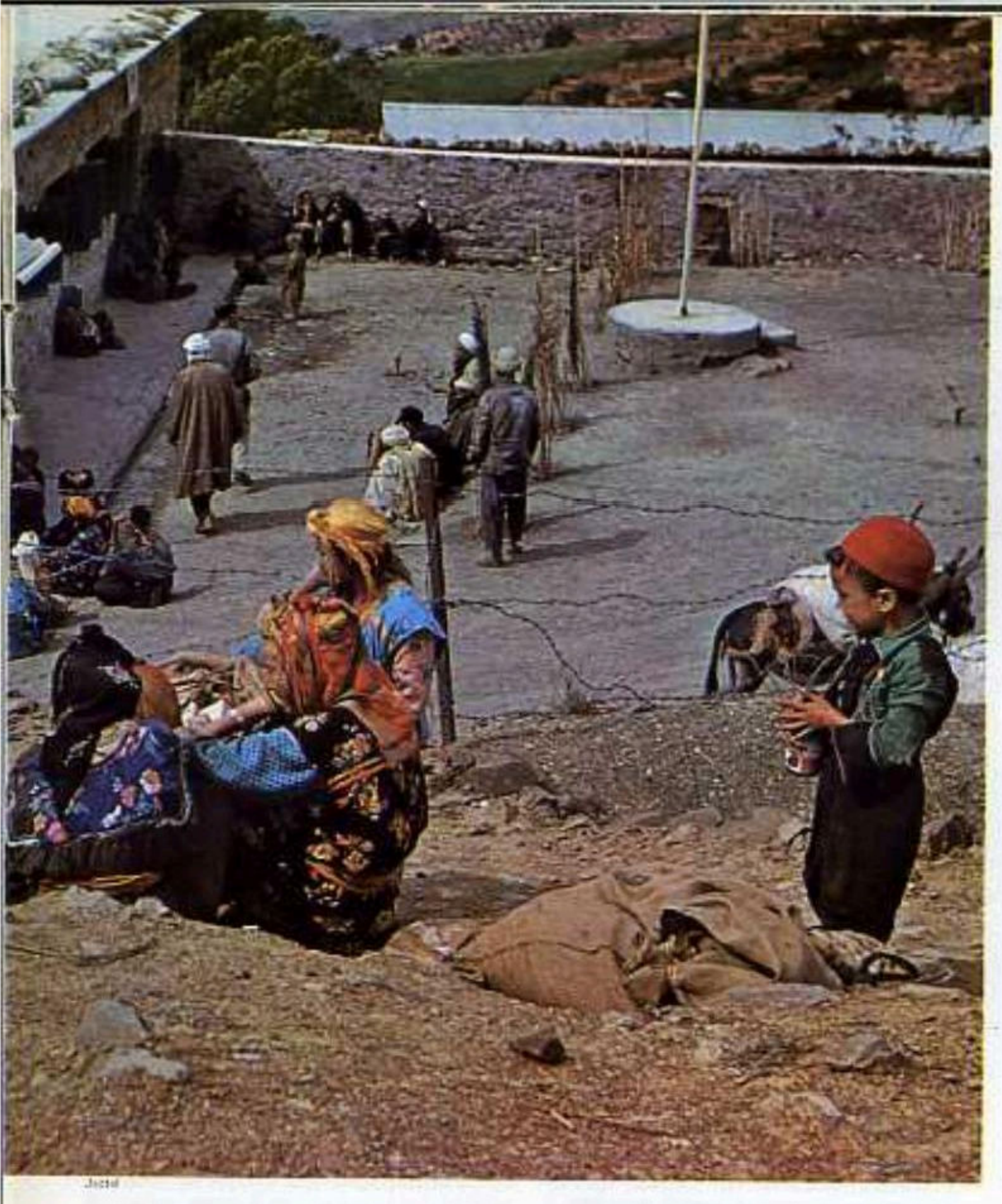
Le lendemain, les voisins, puis tout le village, voyant la maison déserte, furent persuadés que les Derridj avaient été arrêtés par l'O.P.A.

Deux jours plus tard, le 7 juin 1959, à 10 h 30, sous un soleil éclatant, Tizi-Hibel se ralliait. Mais avant de raconter cette journée-là, il faut parler un peu de Tizi-Hibel et des jours qui précédèrent.

C'est un long village de 2 500 âmes, avec ses rues tortueuses, ses maisons aux tuiles rondes brûlées par le soleil et le froid, sa *djemaa* pour les hommes, la fontaine, qui est en quelque sorte la *djemaa* des femmes, leur forum, leur point de ralliement, leur grand rendez-vous. Dans le village, une grande belle maison blanche, avec un balcon, la maison de Mouloud Feraoun, l'enfant du pays, l'auteur de beaux livres : *la Terre et le Sang, le Fils du pauvre, Jours de Kabylie*. Feraoun enseigne à Alger. C'est un homme sans haine, clairvoyant, déchiré entre l'amour d'une France idéale et celui de sa terre natale. Sinon dans la forme, du moins dans l'ineptie et la scélératesse avec lesquelles elle fut donnée, sa mort sera aussi sacrilège que celle de Lorca.

A Tizi-Hibel, il y a quatre *adroums* (*adroum* veut dire quartier, en kabyle). L'un de ces *adroums* est en retrait des trois autres, distant d'un jet de pierre, et arrive, en fin de crête, comme la proue d'un navire, au-dessus des ravins. Cette situation géographique fait d'Agouni-Arrous un repaire idéal pour les bandes de maquisards. Elles y débarquent au coucher du soleil, y campent parfois pendant des jours avec la possibilité de se couler dans les talwegs à la moindre alerte. Entre le premier poste français et Agouni-Arrous, il y avait Tizi-Hibel, que Guerrib Mouloud tenait à sa merci, avec trois terroristes. Les rebelles eurent même la possibilité d'installer un hôpital dans une des maisons d'Agouni-Arrous.

Revenons à Tizi-Hibel, le dimanche



7 juin 1959, à 10 h 30. Le village est encerclé par le makhzen de la S.A.S., et une compagnie du 22ᵉ R.I. Atterrés, les gens se claquemurent chez eux. Ils se disent qu'on va se battre et qu'une fois de plus ils seront au milieu de la bagarre. Mais leur étonnement commence quand Oudinot débouche sur la place du village, et demande que tout le monde s'y rassemble. Par petits groupes, tous arrivent. Oudinot parle. Cette voix est familière ici. Elle parle souvent aux « fells », la nuit. Elle dit que la France ne partira pas. Et les gens de Tizi-Hibel ont souvent pensé, dans le secret de leur peur, que la France pourrait peut-être d'abord venir s'installer au milieu d'eux.

— Guerrib Mouloud a fichu le camp, dit Oudinot. Il n'ira pas très loin. Un homme a eu le courage de venir parler en votre nom à tous. C'est Derridj. Il dit que vous voulez vous défendre. Que vous réclamez des fusils. Vous allez les avoir.

« A un moment, raconte Oudinot, je me suis demandé si Derridj ne s'était pas avancé imprudemment, en se faisant le porte-parole du village. Je parlais et les gars me regardaient sans moufter. En fait, on ne rejette pas en un quart d'heure, la peur et la méfiance de quatre années. Je ne les trouvais pas hostiles, mais tendus, craintifs. Je parlais de Derridj, mais ils ne le voyaient pas. A 14 heures, soudain, « ça » bascula ! »

A 14 heures, Belkacem Derridj faisait son entrée au village, debout sur une jeep, fusil en bandoulière, un treillis flambant neuf et, sur ses cheveux blancs, le calot rouge du makhzen. Près de lui, Madeleine, sa fille aînée, souriait. Alors, on commença à croire au lendemain. Un petit vieux moustachu et bonimenteur vint se planter devant le capitaine :

— C'est moi Gaston ! Donne-moi un fusil !

Cette fois, on s'esclaffa. L'homme s'appelait en réalité Mebarek. Mais, au carreau du Temple, à Paris, les autres forains l'appelaient Gaston. Il avait rapporté ce deuxième nom dans ses bagages, quelques jours auparavant.

Le 14 juin, les habitants de Tizi-Hibel voient, pour la première fois, un hélicoptère se poser à deux pas de leur maison. Il en descend un officier portant le large béret des alpins et des étoiles sur sa manche. C'est le général Faure, qui commande la Grande Kabylie. Faure confirme ce que le capitaine de la S.A.S. a dit. Un poste militaire sera installé. Dans la plus grande maison du village. Et les fusils de l'autodéfense sont distribués en gage de confiance. Ceux-là ne passeront jamais au F.L.N. Tizi-Hibel pavoisait. Une espèce de joyeuse fiesta se répandait dans les ruelles du village. Seuls, ceux qui y ont assisté ont pu se rendre compte qu'elle n'était pas feinte. Comme sous l'action d'un sérum de vérité, les gens se mettaient à parler. Ils parlaient de leur peur, un peu comme d'une maladie dont on a miraculeusement réchappé. Ces quatre années, ils les appelaient indifféremment « la guerre », ou « le temps de la peur », ou « quatre ans de prison. »

Le signal de la mort

A travers leurs confidences se dessinaient les souvenirs noirs :

— Guerrib Mouloud, qui venait nous chercher avec ses assassins, comme les lapins dans le clapier, le coq dans le poulailler, les moutons dans l'étable ! Pour nous faire égorger, poings liés, dans le ravin ! Où est-il maintenant ? Il erre comme un chacal ; il a peur à son tour ! Nous n'aurons pas assez de couteaux pour lui faire payer le sang répandu et l'argent volé ! »

L'argent volé, c'était la dîme prélevée pour les maquis. 1 000 francs par mois, et des rappels de 100 000 à 500 000 F pour les riches. 20 % des récoltes de figues et d'olives. 20 % des mandats arrivés de métropole. 20 % des pensions.

— Quand quelqu'un devait mourir, on frappait trois coups à sa porte pendant que les complices cernaient la maison. Puis on emmenait l'homme dans la nuit, vers les ravins.

A chaque nouveau départ, la peur s'épaississait.

— Il faut avoir vécu ces quatre années de cauchemar, raconte Madeleine Derridj. J'ai passé des nuits, derrière mes volets clos, tenant mon cœur dans mes mains. J'attendais le bruit des trois coups contre une porte. C'était le signal de la mort.

Madeleine Derridj a trente-deux ans. Elle est le bras droit de son père. C'est à elle que les femmes du village venaient confier leur argent et leurs modestes bijoux, pour que l'O.P.A. ne les prît pas.

Tizi-Hibel rallié... Le mot semblait impropre à certains habitants qui disaient :

— Combien de fois faut-il se rallier pour être un allié ?

Donc, Tizi-Hibel revenu à une vie normale, Oudinot décide de remplacer l'O.P.A. en déroute par une autre infrastructure administrative. Lui-même s'installe pour un temps dans le village, sous le toit du père Derridj. Il y transporte ▶

▶ PUIS MOULOUD...

à 17 heures, la "bulle" ouvre ses portes... et les habitants déferlent avec tous leurs maux et tous leurs soucis



N.C. Bergès

◀ Un officier S.A.S. La plupart des officiers placés à la tête d'une S.A.S. avaient foi dans leur tâche. Ils croyaient sincèrement qu'ils pourraient faire de ce beau pays un sol français où les deux communautés auraient les mêmes droits : droits à la terre, à la justice, au bonheur.



Distribution de grain ▶ dans un village. Nourrir, soigner, protéger, administrer, organiser la police, trancher les litiges, telle est souvent la tâche de l'armée. Et à mesure que la sécurité revient, la population va renouer un contact direct et vrai avec l'autorité française.

F. Pagès/Paris-Match

ses machines à écrire, son fichier, pour refaire aux gens de Tizi-Hibel toutes les cartes d'identité que l'O.P.A. avait subtilisées afin d'ôter aux villageois toute possibilité de dépasser les limites de Tizi-Hibel. C'est le vieux Derridj qui photographie chaque habitant.

La *djemaa* délibère, pour savoir comment s'appellera ce groupe de nouveaux responsables du village. Finalement, on opte pour « conseil provisoire ». Le conseil est formé de deux représentants de chaque quartier et il est l'intermédiaire entre l'armée, la S.A.S. et la population. Il sera consulté, désormais, pour toutes les questions pratiques et les questions de sécurité du village. Belkacem Derridj est désigné, à l'unanimité, pour en être le président. Avec quatre conseillers, Derridj encadrera la section d'autodéfense, qui dépendra des militaires du sous-quartier.

— Vous vous êtes placés sous la protection de la France, mais il faut aussi, dès maintenant, prendre votre vie en main. Ramener vous-même la paix dans les rues, les maisons, les foyers, les cœurs...

Le conseil provisoire s'y engage, opinant, quand Oudinot use d'une de ses formules :

— Il ne s'agit pas de se laisser vivre à l'ombre d'un drapeau, mais de faire flotter ce drapeau de telle sorte que l'ombre en soit de plus en plus dense.

Première décision du conseil provisoire : mettre pour un temps Tizi-Hibel à l'abri de tout ce qui est extérieur au village.

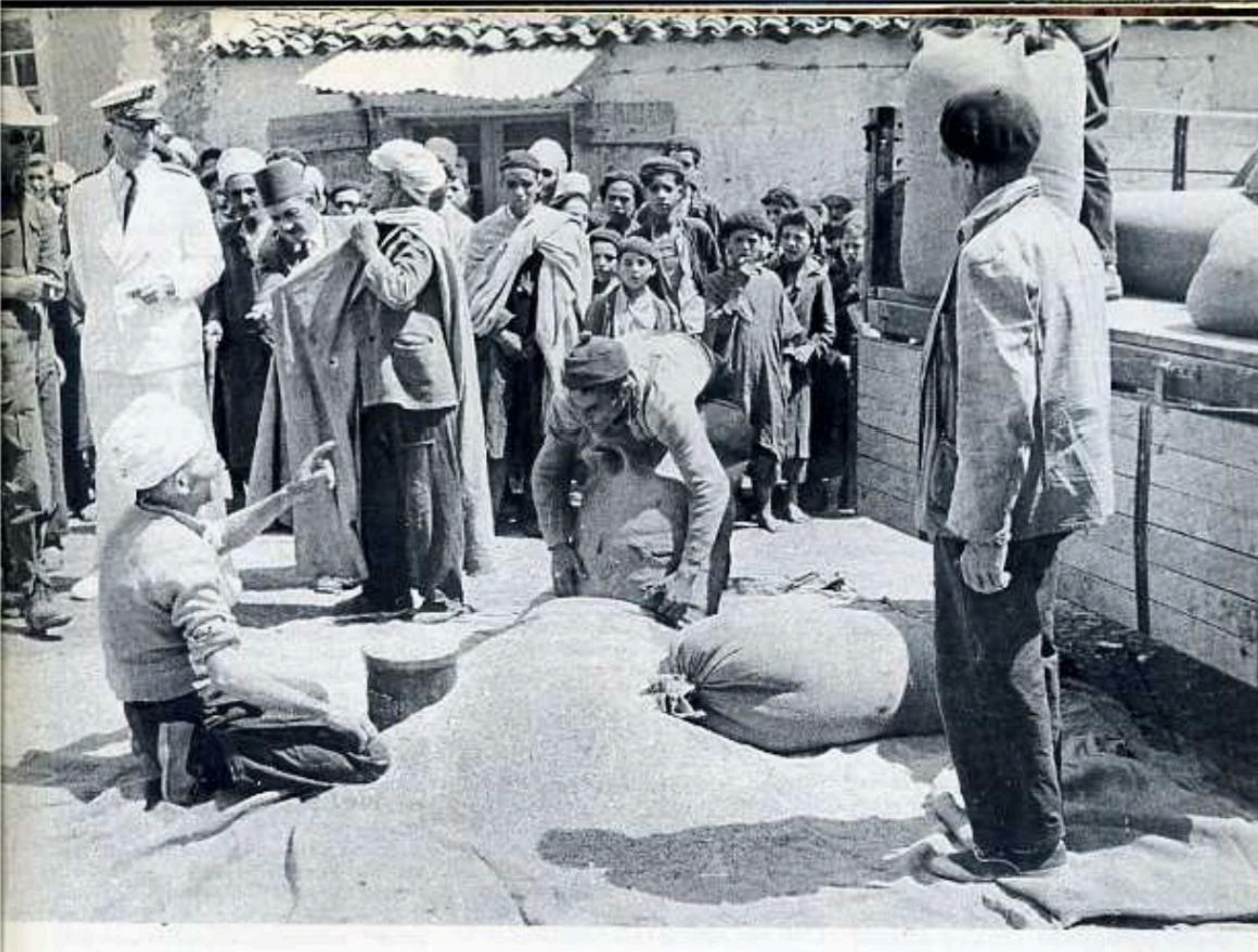
— Jusqu'à nouvel ordre pas d'étrangers chez nous ! Ceux qui travaillent hors du village doivent fournir la preuve de leur emploi.

» Nous sommes libérés, mais la guerre continue autour de nous, déclare le conseil provisoire. Nous ne sommes pas la paix, mais un îlot de paix. Le seul village, pour l'instant, qui se soit placé spontanément sous la protection de la France.

Maintenant, un drapeau flotte sur la maison de Belkacem Derridj, où l'on entend crépiter les machines à écrire

F. Pagès/Paris-Match





des secrétaires de la S.A.S. installés ici pour quelques jours.

Peu à peu, tout le village fait surface. Il ne se passe pas de jour qu'Oudinot ne soit assailli. Les femmes arrivent en groupe, demandent qu'on prévienne leurs maris travailleurs en métropole ou exilés à Alger. « Puisque la paix est revenue ! »

La paix ! Elles n'ont que ce mot à la bouche. L'une d'elles a crié au capitaine :

— La paix, c'est la vie, tu comprends, et nous voulons la vie !

« Quand on les croise dans les ruelles, dit Oudinot, elles se marrent, tendent la main, disent « boujor ! », qui est le bonjour des femmes kabyles. On a l'impression qu'elles trouvent que tout est soudain trop beau.

Elles parlent comme on se délivre. Toutes les simples habitudes qui faisaient leur vie quotidienne avaient disparu. Pouvoir se rendre à la fontaine ou aux jardins, protégées désormais par les fusils de l'autodéfense. Pouvoir sortir et bavarder dans la rue, et surtout, pouvoir se rendre maintenant avec leurs gosses à la visite médicale où opère la magie des médicaments, des gouttes, des pilules.

Miss Hélène, l'infirmière, se taille un franc succès dans le village. A chaque coin de ruelle, les femmes l'entourent, miment le mal, présentent les gosses...

— *Tamdit*, répond Hélène, inlassablement, *tamdit* (ce soir), viens ce soir...

A dix-sept heures, l'ambulance, « la bulle », ouvre ses portes, près de la petite mairie. Tous les maux, toutes les fatigues, toutes les inquiétudes déferlent ici. Madeleine Derridj, en blouse blanche, seconde la « toubiba » et traduit. On démaillote un gosse, on tousse, on révèle une plaie, on se traîne, on réclame le remède !

Hélène soigne, calme, réconforte, promet qu'elle passera à domicile, prodigue des conseils et, de temps en temps, se pose sur un tabouret, épuisée :

— Quel boulot, hein ?

Ce matin, on l'a réveillée à l'aube. Un enfant venait d'être piqué par un scorpion. Le père rentrait de sa garde d'autodéfense, « la territoriale », comme dit Oudinot. Il s'inquiète :

— Mademoiselle Hélène, le poison, il est dedans, non ?

Hélène, posément, installe le gosse sur une chaise :

— Ne t'affole pas !

Minutieusement, elle incise le petit talon. Le sang coule, le gosse hurle, le père respire. Ça s'arrange :

— Le poison est parti ?

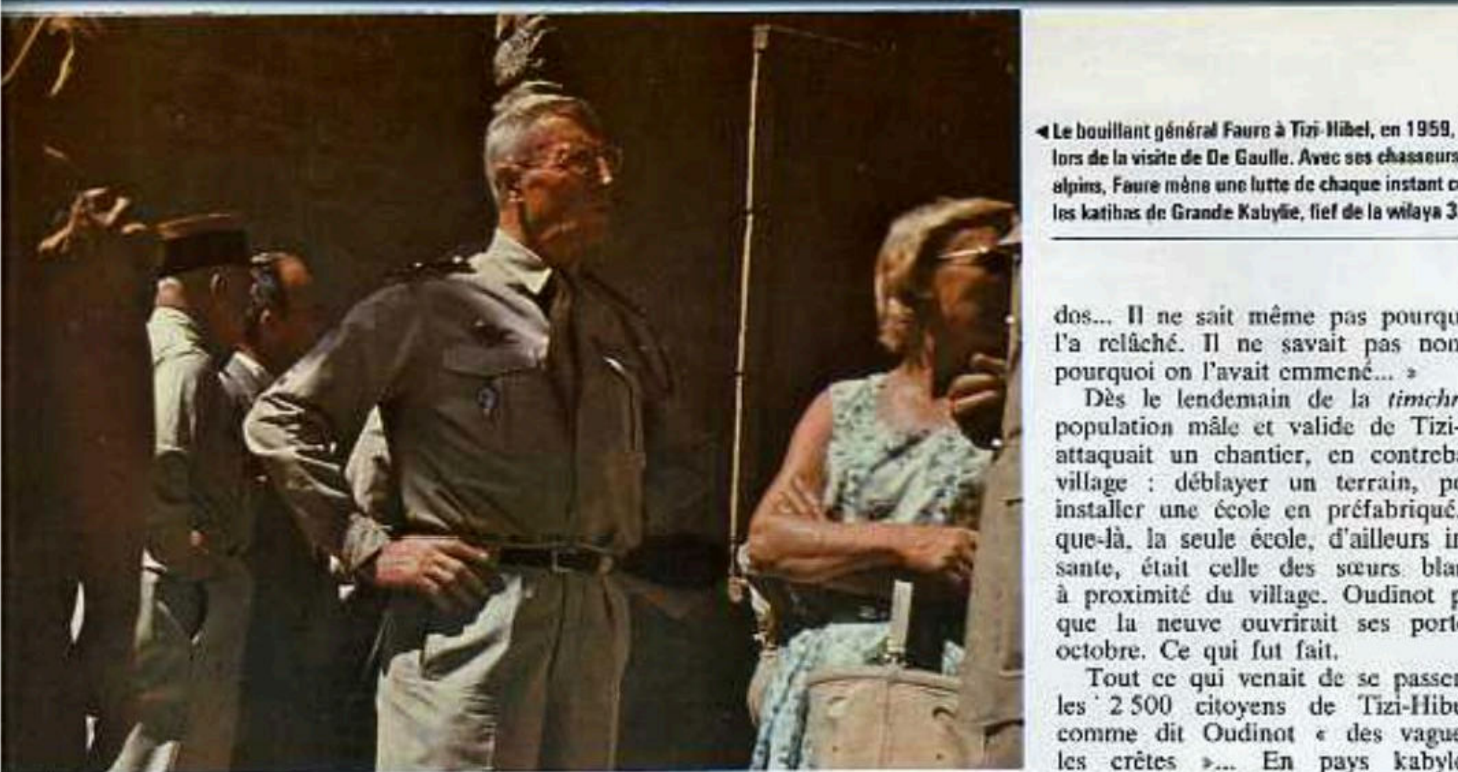
— Mais oui, il est parti, dit Hélène, il est parti comme les fellouzes.

En deux jours, les enfants de Tizi-Hibel l'appelleront Hélène et sa silhouette dans les ruelles fera éclore des sourires.

Sacrifiés en plein vent

Et l'apothéose de ce ralliement, ce sera la *timchret*. Pour la première fois depuis quatre ans, cinq bœufs ont été sacrifiés en plein vent, pour conjurer le mauvais sort qui s'était abattu sur Tizi-Hibel. Dès l'aube de la révolution, le F.L.N. avait interdit la *timchret* à Tizi-Hibel, comme dans tous les villages kabyles. Il faut savoir pourquoi. C'est une fête qui saisit, dans la tradition kabyle, toutes les occasions nées de la superstition : un cauchemar, un signe dans le ciel ou dans les vergers, la naissance d'un enfant malformé... Les vieilles interprètent ces incidents comme autant de maléfices qui vont attirer le malheur sur le village. Le bruit s'en répand dans les ruelles, atteint la *djemaa*. Quand la majorité des villageois insiste ▶

◀ **Soldats et enfants ont toujours fait bon ménage. Et quand les premiers ont les poches pleines de bonbons... Mais certains vieux ne dédaignent pas non plus les friandises et tendent la main sans vergogne...**



◀ Le bouillant général Faure à Tizi-Hibel, en 1959, lors de la visite de De Gaulle. Avec ses chasseurs alpins, Faure mène une lutte de chaque instant contre les katibas de Grande Kabylie, fief de la wilaya 3.

à Tizi-Hibel, on tua cinq bœufs et la "Timchret" se déroula dans la joie comme autrefois

pour qu'un sacrifice purificateur vienne conjurer le mauvais sort, alors les notables s'inclinent. La plupart du temps, la nécessité d'une *timchret* est imposée par tout ce que racontent les femmes, « messagères de Dieu ou de Satan ». Les hommes n'en sont pas toujours dupes. Mais puisque l'opinion publique insiste ! Chaque village kabyle est une parfaite petite démocratie. On achète les bœufs.

Pour les gens de Tizi-Hibel, la *timchret* s'imposait, après un cauchemar de quatre années, avec tout le rituel retrouvé.

Dès le matin, les gosses du village, sous la protection des fusils de l'autodéfense, étaient allés cueillir les fougères sur lesquelles serait déposée la part promise à chaque famille.

On avait ressorti des coffres les habits de fête. Eclatantes couleurs des robes kabyles qui donnent aux foules féminines l'aspect d'immenses parterres de fleurs. Il ne fallait pas s'attendre, après le sacrifice des bêtes, à voir débiter leur chair dans les règles de l'art. Il n'y a pas de boucher dans les villages kabyles. La *timchret* se déroula donc comme un joyeux carnage !

— Il y en a qui avaient oublié jusqu'au goût de la viande ! lança le vieux Derridj, alors vous pensez, quelle fête !

Le petit vieux qu'on appelait Gaston et qui portait sur son visage fripé et matois sa moustache blanche comme un panache, se mit à crier, dans le feu de l'allégresse :

— Vive de Gaulle ! Vive la France !

Mezrag, un autre villageois, renchérit :

— Et même sans penser aux mandats, aux écoles, je suis pour la France ! C'est mon opinion ! C'est tout !

« Des vagues sur les crêtes »

Cette opinion lui a valu les deux pansements qu'il porte aux poignets, tachés de sang et de mercurochrome.

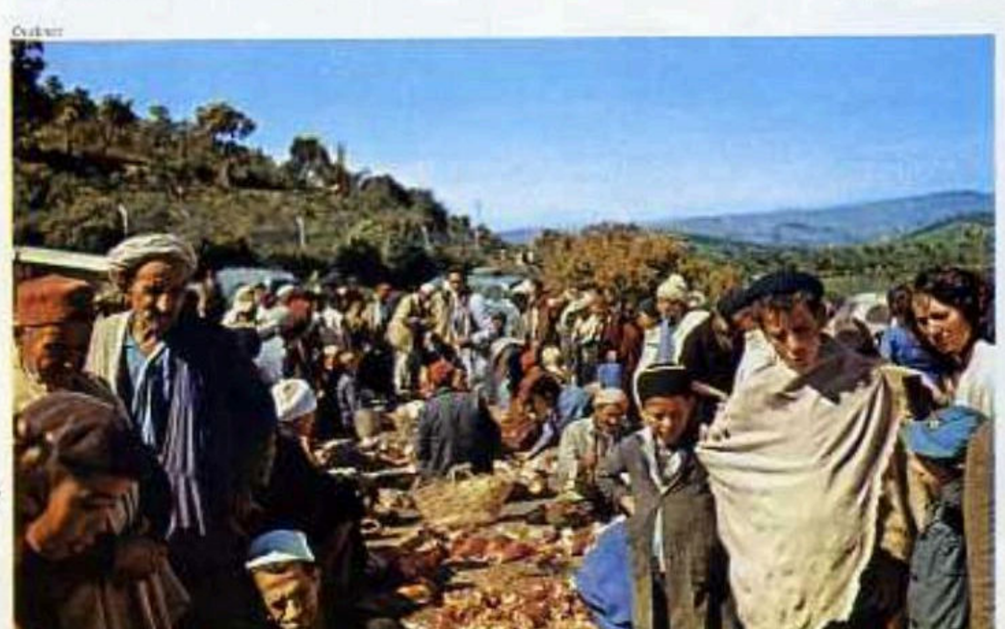
« Il a été « piqué » par l'O.P.A., trois jours avant le ralliement, le 4 juin, explique Oudinot. On l'a pendu toute une nuit, par les poignets liés dans le dos... Il ne sait même pas pourquoi on l'a relâché. Il ne savait pas non plus pourquoi on l'avait emmené... »

Dès le lendemain de la *timchret*, la population mâle et valide de Tizi-Hibel attaquait un chantier, en contrebas du village : déblayer un terrain, pour y installer une école en préfabriqué. Jusque-là, la seule école, d'ailleurs insuffisante, était celle des sœurs blanches, à proximité du village. Oudinot promit que la neuve ouvrirait ses portes en octobre. Ce qui fut fait.

Tout ce qui venait de se passer chez les 2 500 citoyens de Tizi-Hibel fit, comme dit Oudinot « des vagues sur les crêtes »... En pays kabyle, on regarde, comme ailleurs souvent, ce que fait le voisin avant de se décider. On parlait abondamment de « l'affaire » dans les *djemaas*. L'esprit positif des montagnards aidant, peu à peu les villages se rallièrent. Oudinot plantait chaque fois un petit drapeau sur la carte des Beni-Douala. Un petit drapeau sur cette carte, signifiait une nouvelle fête en perspective. De juillet 1959 à avril 1961, vingt et un villages vinrent ainsi demander la « paix française ».

Comme à Tizi-Hibel, on installait dans chaque nouveau village rallié un conseil provisoire, on rouvrait le café maure, on distribuait les fusils de l'autodéfense. La paix française postulait aussi, comme l'école française, le mariage à la française. Le dimanche matin, ceint de son écharpe tricolore, Oudinot procédait à une cérémonie semblable à celle qui pouvait se dérouler dans n'importe quelle petite ville de l'hexagone. Cent cinquante mariages furent ainsi célébrés aux Beni-Douala... H

Marie ELBE



Une fois la paix revenue dans les villages des Beni Douala, la population se rendre au marché sans crainte de rencontrer les représentants du F.L.N. venus les espionner et collecter des fonds. ▶

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mauyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pinson*, *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Edmond Frisson*	Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Public Réf. 501.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2776-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B-1050 BRUXELLES. -Tél. 47-60-20.
CCP BRUXELLES 1902-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS. Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 194 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Février 1960)

FRANCE

1er : grève générale.
2 : session extraordinaire du Parlement. Par 411 voix contre 73, l'Assemblée accorde au gouvernement les pouvoirs spéciaux pour un an.
11-12 : conférence à Paris des ministres de l'Éducation nationale des États de la Communauté.
13 : explosion de la première bombe A à Reggane (Sahara).
14 : création d'un Comité des affaires algériennes.
15-18 : visite à Paris du président de la République du Pérou.
17 : le conseil des ministres adopte un décret amorçant le retour à l'administration civile en Algérie.
21 : création d'un Comité des relations avec les États de la Communauté.
22-24 : XIVe congrès de la F.N.S.E.A.
24 : arrestation du responsable F.L.N. pour la métropole et découverte du réseau « Jeanson ».
25-28 : voyage du général de Gaulle dans le Languedoc.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : les émeutiers d'Alger abandonnent les barricades. Ortiz est en fuite, Lagaillarde incarcéré à la Santé, à Paris.
8 : arrestation d'Alain de Sérigny, directeur de l'Écho d'Alger.
Jacques Aubert est nommé directeur de la sécurité en Algérie.
9 : dissolution du parti communiste marocain.
10 : le conseil des ministres décide la réorganisation de la justice militaire dans les départements algériens, la dissolution des U.T. et des sanctions et mutations dans l'armée.
13 : incident à la frontière israélo-arabe.
15 : Rabat décide de dénoncer la convention diplomatique franco-marocaine de 1956.
17 : à Tunis, Ferhat Abbas appelle les Européens à « édifier en commun la République algérienne ».
29 : déclaration à Tunis de Ferhat Abbas, qui précise la position du G.P.R.A. sur le principe de l'autodétermination et l'ouverture de pourparlers.
29 : tremblement de terre d'Agadir (Maroc).

AFRIQUE

6 : création au Tchad du parti national africain.
21 : référendum au Cameroun. Adoption de la Constitution.

AMÉRIQUE

11 : accord d'aide technique franco-argentin.
22-23 : visite du président Eisenhower à Porto-Rico, au Brésil, en Argentine, au Chili et en Uruguay.

EUROPE

1-20 : table ronde en Belgique sur le Congo.
6 : inauguration à Genève du synchroton à protons du Centre européen de recherches nucléaires.
17 : accord commercial franco-polonais.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



L'UNITÉ NATIONALE EST BRISÉE

Sommaire

● **Face à l'insurrection**
La « semaine des barricades » s'est achevée dans la confusion. L'armée, aussi bien en Allemagne qu'en Algérie, n'a pas bougé. Comment le général de Gaulle a-t-il pu faire face et retourner la situation ?

● **Histoire secrète des barricades**
Côté insurgé existe une tout autre explication de la fusillade du 24 janvier et de l'évolution de la situation au cours des journées qui ont suivi. Un des principaux organisateurs de la manifestation expose sa version.

● **La difficile mission des paras**
A certains carrefours d'Alger, on distribue ouvertement des armes aux civils tandis qu'au centre de la ville s'organisent des périmètres retranchés. Pour éviter l'affrontement sanglant, le commandement décide de faire intervenir les parachutistes. Quelle a été leur mission ? Comment l'ont-ils remplie ?

● **Les conclusions du G.P.R.A.**
Les dirigeants politiques algériens tenteront-ils d'utiliser les événements d'Alger pour durcir leur position ? Réunis à Tunis, ils peuvent à loisir préparer l'opinion internationale à accepter l'explication qu'ils donnent de l'évolution de la situation.

● **La vie quotidienne**
Dans le bled, la « semaine des barricades » n'aura que peu de retentissement. Les opérations se poursuivent, pour les uns ; pour les autres, dans les postes, c'est la vie de tous les jours : relève, courrier, etc.

HISTORIA
magazine

LE DRAME EST DÉNOUÉ

Dernière Heure

LUNDI 1er FEVRIER 1960 — 0,25 N.F. — Nº 4.127

Les patriotes, Lagaillarde en tête, sont sortis du "réduit"

en rangs disciplinés

Ils ont gagné le bas du boulevard Laferrière où attendaient les camions

Ils rejoindraient la Légion étrangère

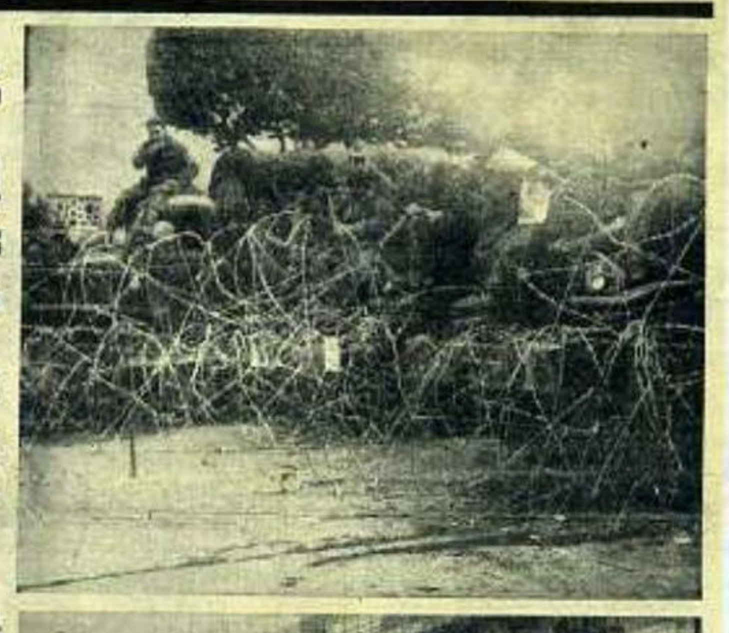
Pas de nouvelles jusqu'à présent de M. ORTIZ

Le général Gracieux avait rejoint ce matin le P.C. du "Grill-Room"

Les élus algérois étaient allés accueillir leurs concitoyens mais n'ont pu passer

Le drame s'est dénoué ce matin, à 11 h. 20. En effet, les premiers hommes du réduit sont arrivés, à cette heure-là, à la barricade de la rue Charles-Péguy pour déboucher sur le boulevard Laferrière.

A 11 h. 50, le groupe important arrivait, le député Lagaillarde en tête.







Le retour d'Alger à la vie normale

La vie reprend à Alger. La « semaine des barricades » s'est terminée sans autre effusion de sang. La grève générale a eu peu d'influence sur le cours des événements. Le gouvernement prépare les mesures de « remise en ordre »; les insurgés n'ont pas abandonné pour autant. Une organisation clandestine pour l'« Algérie française » se constitue. Dans quelques mois, elle montrera sa force.